



Études économiques de l'OCDE SUÈDE

FÉVRIER 2017 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Suède 2017 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Suède 2017 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris,
<https://doi.org/10.1787/8603c910-fr>.

ISBN 978-92-64-95078-8 (pdf)

Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Suède
ISSN 1995-3399 (imprimé)
ISSN 1999-0456 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © iStockphoto.com/Michael Cavén.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2019

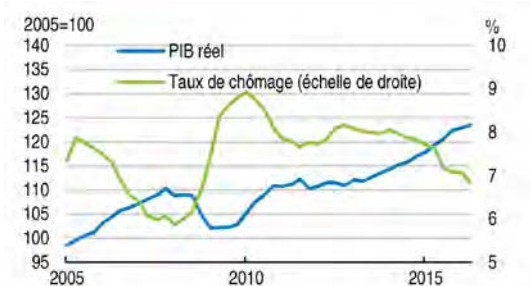
La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Résumé

- *Principales conclusions*
- *Principales recommandations*

L'économie est en forte croissance

La croissance économique a permis de faire reculer le chômage



Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques.

Il faut contenir la montée des inégalités de revenu

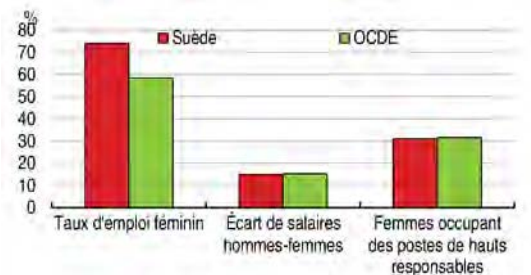
Les inégalités se sont creusées



Source : Bureau central des statistiques (*Statistiska centralbyrån*) suédois.

On pourrait aller plus loin dans l'égalité entre les sexes

Les écarts de salaires hommes-femmes et le plafond de verre perdurent



Source : OCDE, base de données sur l'emploi ; OIT, base de données des indicateurs clés du marché du travail (ICMT).

La production a été portée vers le haut par une population active en hausse, l'investissement et de récents gains de productivité. Le chômage cède du terrain, mais il demeure relativement élevé pour certaines populations vulnérables, notamment les personnes nées à l'étranger. Une politique monétaire expansionniste accompagne la croissance et l'inflation repart progressivement à la hausse. Des mesures macroprudentielles ont été prises pour tempérer le marché du logement. Celles-ci n'ont toutefois pas empêché les prix de s'envoler, poussés par des revenus en hausse, des taux d'intérêt bas et une offre insuffisante.

Les problèmes d'inefficience sur le marché du logement pénalisent tout particulièrement les ménages ayant des revenus et un patrimoine modestes, dans la mesure où ils sont moins susceptibles de posséder leur logement, et la réglementation des loyers réduit leur mobilité géographique et sur le marché du travail. Depuis les années 90, les inégalités de revenu se sont creusées plus rapidement que dans les autres pays de l'OCDE, il est vrai en partant d'un niveau très bas. La réalisation de plus-values a dopé les revenus des plus aisés, cependant que les prestations sociales ont augmenté moins vite que les salaires. Le niveau élevé des seuils d'entrée sur le marché du travail, la ségrégation territoriale et les difficultés rencontrées dans l'installation des migrants réduisent les chances et freinent la mobilité sociale. Des réformes dans le logement, les subventions sur les salaires, les modalités d'installation et l'intégration des migrants, ainsi qu'une revalorisation plus systématique des prestations sociales, permettraient d'augmenter les revenus et ouvriraient plus de perspectives aux populations défavorisées.

La Suède compte parmi les pays les plus égalitaires au monde au regard de la dimension hommes-femmes, bien que les femmes nées à l'étranger soient moins bien loties à cet égard. Les femmes affichent un fort taux d'emploi, sont plus diplômées que les hommes et sont bien représentées dans les instances exécutives et législatives. Cela étant, des différences de salaires persistent par rapport aux hommes et les femmes sont sous-représentées dans les conseils d'administration des entreprises privées, parmi les hauts responsables, dans de nombreuses professions bien rémunérées et influentes et parmi les chefs d'entreprise. Un partage plus équitable du congé parental améliorerait l'égalité hommes-femmes. Enfin, il est également fondamental de promouvoir l'entrepreneuriat féminin et l'accès des femmes aux postes de hauts responsables.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Politiques macroéconomiques et mesures macroprudentielles	
En dépit d'une forte croissance de la production, l'inflation demeure en deçà de sa cible.	Réduire progressivement l'orientation expansionniste de la politique monétaire tandis que l'inflation se hisse vers l'objectif de 2 %.
La politique budgétaire est modérément expansionniste en raison des dépenses liées à l'immigration. Des investissements conséquents sont nécessaires dans l'éducation ainsi que pour l'intégration des réfugiés, et la faible dette publique de la Suède laisse une marge de manœuvre. Toutefois, des sécurités budgétaires solides doivent être prévues pour amortir les chocs extérieurs dans une petite économie ouverte.	Continuer sur la voie d'une politique budgétaire prudente tout en permettant la prise en charge des dépenses temporaires liées à l'immigration pour faciliter l'intégration des personnes concernées.
Logement et endettement des ménages	
Des mesures macroprudentielles, dont de nouvelles obligations en matière de remboursement des crédits immobiliers, ont été mises en place. Il n'en reste pas moins que l'endettement des ménages continue de croître fortement.	Plafonner le taux d'endettement des ménages.
La fiscalité avantageuse appliquée aux logements occupés par leurs propriétaires favorise l'endettement des ménages et elle est régressive.	Réformer les taxes immobilières périodiques de façon à mieux faire correspondre le prélèvement fiscal à la valeur de marché du bien. Supprimer progressivement la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts payés.
Des inefficiences dans les plans d'occupation des sols et le fait que les communes ne soient guère incitées à encourager les constructions contribuent aux pénuries de logements, ce qui rend ces derniers financièrement peu accessibles et affecte la mobilité de la main-d'œuvre.	Renforcer la coopération entre les collectivités locales et l'État sur les questions d'urbanisme et inciter davantage les communes à libérer en temps utile les zones à aménager. Simplifier les procédures d'urbanisme en pondérant les différents aspects économiques, environnementaux et sociaux.
La réglementation stricte des loyers contribue à réduire la mobilité, notamment celle des ménages modestes, et pourrait être un facteur de ségrégation territoriale.	Assouplir la réglementation des loyers de façon à encourager l'offre d'immobilier locatif, la mobilité et une meilleure utilisation du parc de logements, tout en continuant de protéger les propriétaires contre les abus.
Inégalités de revenu et égalité des chances	
Les prestations sociales sont revalorisées en fonction de l'indice des prix à la consommation ou en fonction des besoins depuis les années 90, ce qui a creusé progressivement l'écart entre les revenus des transferts et ceux du travail.	Procéder à un examen annuel des effets redistributifs de la revalorisation des prestations sociales en prenant en considération leur équité, les coûts pour le budget et les incitations à travailler.
Des difficultés dans l'installation et l'intégration des migrants ralentissent leur insertion sur le marché du travail, même si le gouvernement a décidé de développer à plus grande échelle une nouvelle approche collaborative de la procédure d'installation et y a affecté des crédits budgétaires spéciaux.	Continuer de simplifier les procédures pour aider les migrants à obtenir leurs permis de séjour et de travail.
La multiplicité des dispositifs de subventions sur les salaires, qui ciblent des catégories différentes et sont dotés de règles différentes, alourdit les formalités administratives et réduit le nombre de bénéficiaires.	Rationaliser ces dispositifs en les fusionnant et en les harmonisant pour mieux cibler les travailleurs les plus vulnérables, alléger les formalités administratives correspondantes et augmenter le nombre de bénéficiaires.
Égalité hommes-femmes	
À 75 % ce sont les femmes qui prennent un congé parental, ce qui nuit à leurs perspectives de carrière.	Encourager les parents à partager le congé parental de manière plus équilibrée en continuant d'augmenter la part réservée à chaque parent.
Les femmes nées à l'étranger affichent des taux d'emploi très bas comparés à celles nées en Suède et bon nombre d'entre elles ne sont ni en emploi, ni scolarisées, ni en formation (NEET).	À l'issue du programme d'accueil, renforcer les politiques actives du marché du travail en faveur des femmes nées à l'étranger pour éviter qu'elles ne s'éloignent du marché du travail.

Évaluation et recommandations

- *Une croissance inclusive et verte favorise le bien-être*
- *Les risques sont surtout liés à l'évolution économique internationale*
- *La croissance est verte mais des problèmes demeurent*
- *La pénurie de logements nuit aux performances économiques et au bien-être*
- *Maintenir l'inégalité des revenus à un bas niveau est de plus en plus difficile*
- *Une plus grande égalité entre hommes et femmes serait favorable à l'économie et au bien-être*

ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS

Une croissance inclusive et verte favorise le bien-être

La Suède a traversé la crise financière et économique mondiale sans grand dommage grâce à la solidité de ses fondamentaux macroéconomiques, budgétaires et financiers ainsi qu'à un secteur des entreprises compétitif et diversifié. Ces dernières années, la croissance a été plus rapide que dans la plupart des autres pays de l'OCDE (graphique 1, partie A). La hausse de la population a sensiblement contribué à cette croissance (encadré 1), qui a elle-même permis au PIB par habitant d'augmenter plus vite que dans la plupart des pays de l'OCDE (partie B). Les résultats de la Suède à l'exportation sont réguliers depuis la récession mondiale de 2008 et la balance courante reste largement excédentaire (partie C). Dans un environnement général peu porteur, l'expansion a surtout été tirée par la consommation et l'investissement (partie D). Bien que la construction résidentielle contribue fortement à l'essor des investissements, celui des entreprises s'est aussi accéléré (partie E). C'est l'un des facteurs du redressement de la productivité du travail qui progresse maintenant à un rythme soutenu (partie F). On s'attend à ce que la croissance reste solide au cours des prochaines années, malgré un certain ralentissement car l'économie est maintenant proche du plein emploi des capacités productives (tableau 1).

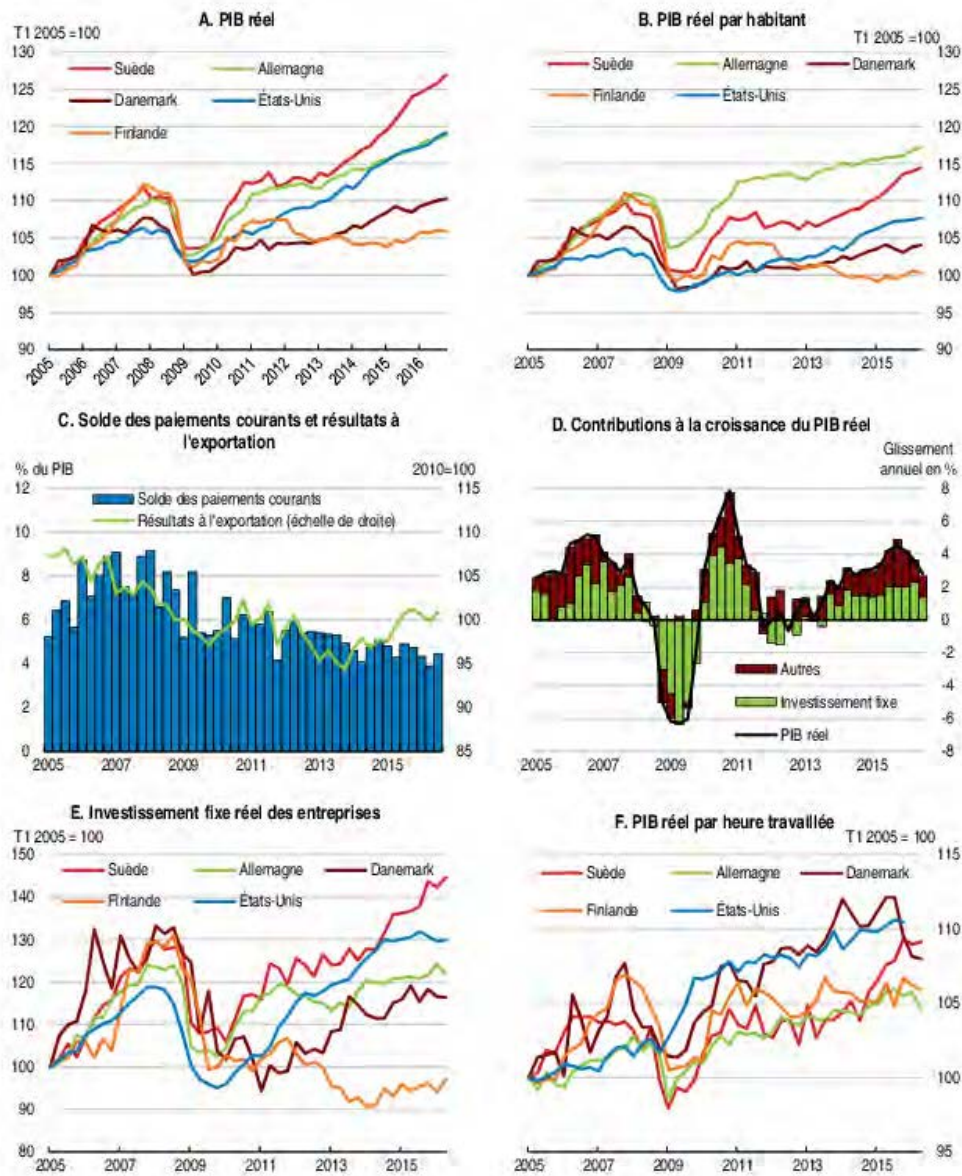
La croissance inclusive, durable et verte des deux dernières décennies a favorisé la bonne qualité de vie des Suédois. Le pays a accueilli un grand nombre d'immigrés, ce qui a contribué à la prospérité économique et en est aussi la conséquence. Les personnes nées à l'étranger représentaient 17 % de la population en 2015, contre 10 % en 1993, au creux de la récession du début des années 90. L'écart de PIB par habitant par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE est passé de 15 % en 1993 à 5 % en 2015, grâce à la hausse de l'emploi et à des gains de productivité élevés (OECD, 2017). Parallèlement, la croissance a été découplée des émissions de carbone et la Suède figure parmi les pays les plus innovants de l'OCDE en matière de technologies environnementales. Le niveau des inégalités reste un des plus bas de la zone OCDE, mais il a rapidement augmenté depuis les années 90. Les inégalités entre hommes et femmes sont faibles pour la zone OCDE, mais elles perdurent. La conjonction d'une croissance inclusive et verte avec un degré élevé de bien-être apparaît clairement dans les différents aspects de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE (graphique 2, partie A), dont il ressort que la Suède se distingue sur le plan de la qualité de l'environnement, de la santé, de l'engagement civique et de la gouvernance ainsi que de l'équilibre vie professionnelle-vie privée. Elle se situe au-dessus de la moyenne de l'OCDE pour les onze dimensions de l'indicateur, mais son classement est relativement bas pour cinq d'entre elles (conditions de logement, liens sociaux, travail, éducation et sécurité des personnes), ce qui indique des possibilités d'amélioration (partie B).

Les domaines de relative faiblesse mis en évidence par l'Indicateur du vivre mieux ont été également mentionnés dans les précédentes *Études économiques de l'OCDE*, qui ont signalé des problèmes de fonctionnement du marché du logement, des rigidités du marché du travail gênant l'accès à l'emploi des personnes peu qualifiées et un recul des résultats en matière d'éducation (tableau 2). Le gouvernement s'est attaqué résolument aux problèmes de l'éducation, mais éprouve des difficultés à recruter des enseignants compétents. La politique de recherche et d'innovation progresse, même si des défis subsistent sur le plan de la gouvernance, de la direction et de la vision stratégique (OECD, 2016a). Bien que des dispositions aient été prises pour améliorer les perspectives d'emploi des travailleurs peu qualifiés, le niveau élevé des seuils d'entrée sur le marché du travail demeure un obstacle important au recrutement, en particulier celui des immigrés peu qualifiés. Par ailleurs, on a introduit des subventions à la construction et assoupli les règles qui la régissent, mais des réformes plus ambitieuses seront nécessaires pour atténuer sensiblement la pénurie de logements sur les marchés locatifs de Stockholm, où la situation est particulièrement tendue, et d'autres grandes villes (graphique 3). Une récente initiative du gouvernement, destinée à recueillir l'accord

de tous les partis politiques sur certaines réformes du marché du logement, a malheureusement échoué. Dans ces conditions, les priorités majeures de la politique économique devraient être :

- de lancer une vaste réforme de ce marché ;
- de favoriser l'intégration des immigrés afin d'accélérer la croissance à long terme et de renforcer la cohésion sociale ;
- d'encourager une croissance plus inclusive par une politique de promotion de l'égalité des revenus et de l'égalité entre hommes et femmes.

Graphique 1. La croissance économique est vigoureuse



Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiquesPourcentage de variation annuelle, en volume¹

	2014	2015	2016	2017	2018
Produit intérieur brut (PIB)	2.7	3.9	3.3	2.7	2.2
Consommation privée	2.2	2.6	2.5	2.6	2.5
Consommation publique	1.7	2.2	3.5	2.4	1.2
Formation brute de capital fixe	5.6	6.8	7.1	3.7	3.1
Logement	15.6	15.7	15.3	7.9	4.6
Entreprises	4.3	6.0	5.2	2.7	2.7
Secteur public	1.6	0.7	4.9	2.1	2.6
Demande intérieure finale	2.8	3.5	3.9	2.8	2.3
Variation des stocks ²	0.2	0.3	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	3.0	3.8	4.0	2.8	2.3
Exportations de biens et de services	5.5	5.2	2.7	3.4	3.2
Importations de biens et de services	6.5	5.0	4.5	3.5	3.5
Exportations nettes ²	-0.2	0.3	-0.6	0.1	0.0
Autres indicateurs (taux de croissance, sauf indication contraire)					
PIB potentiel	1.9	2.1	2.3	2.3	1.8
Écart de production ³	-1.9	-0.2	0.7	1.2	1.5
Emploi	1.4	1.4	1.3	1.1	0.7
Taux de chômage ⁴	7.9	7.4	6.9	6.7	6.7
Déflateur du PIB	1.7	2.1	1.2	1.8	2.2
IPC	-0.2	0.0	0.9	1.5	2.0
IPCF ⁵	0.5	0.9	1.4	1.6	1.9
Taux d'épargne des ménages, brut ⁶	15.9	16.4	17.8	17.3	16.8
Balance commerciale ⁷	4.3	4.8	4.1	4.2	4.3
Balance courante ⁷	4.6	5.2	4.8	4.8	4.9
Solde financier des administrations publiques ⁷	-1.6	0.2	0.2	-0.1	0.1
Solde sous-jacent des administrations publiques ³	-0.3	0.2	-0.3	-0.8	-0.9
Solde primaire sous-jacent des administrations publiques ³	-0.2	0.1	-0.5	-1.0	-1.1
Dette brute des administrations publiques (définition de Maastricht) ⁷	45.2	43.9	43.0	41.7	40.2
Dette nette des administrations publiques ⁷	-28.5	-27.7	-26.6	-25.4	-24.4
Taux du marché monétaire à trois mois, moyenne	0.7	-0.2	-0.5	-0.5	-0.1
Rendement des obligations d'État à dix ans, moyenne	1.7	0.7	0.5	0.5	0.8

1. Les données annuelles sont calculées à partir de chiffres corrigés des variations saisonnières et des jours ouvrés.

2. Contributions aux variations du PIB réel.

3. En pourcentage du PIB potentiel.

4. En pourcentage de la population active.

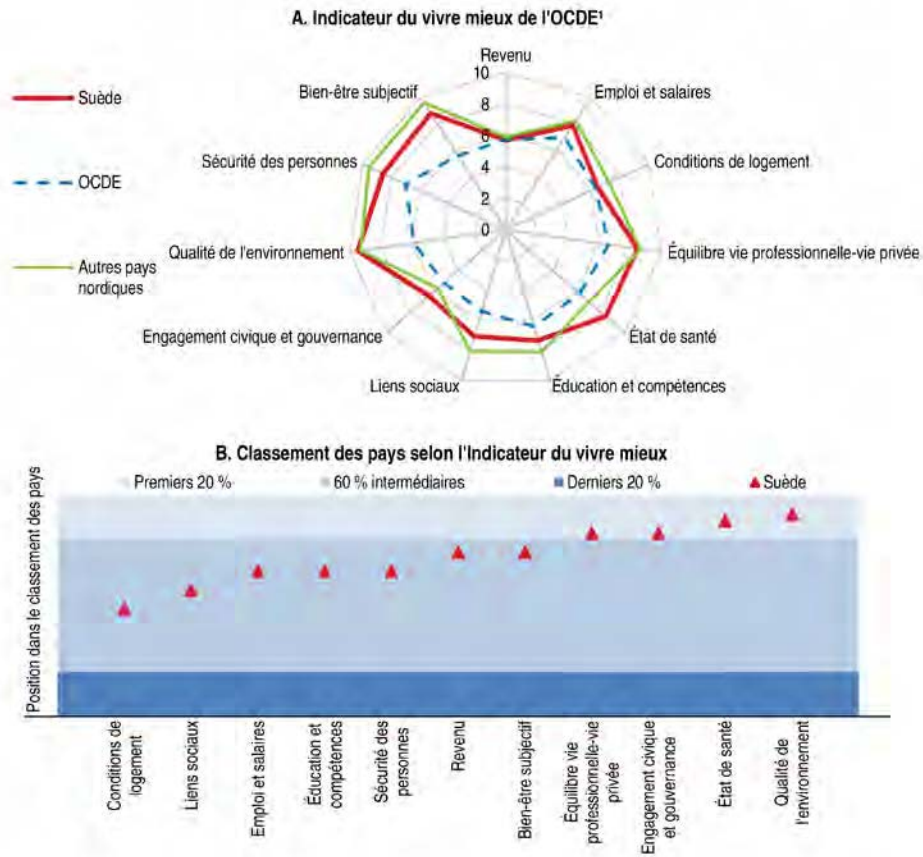
5. Indice des prix à la consommation (IPC) calculé à taux d'intérêt hypothécaire constant.

6. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

7. En pourcentage du PIB.

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 100.

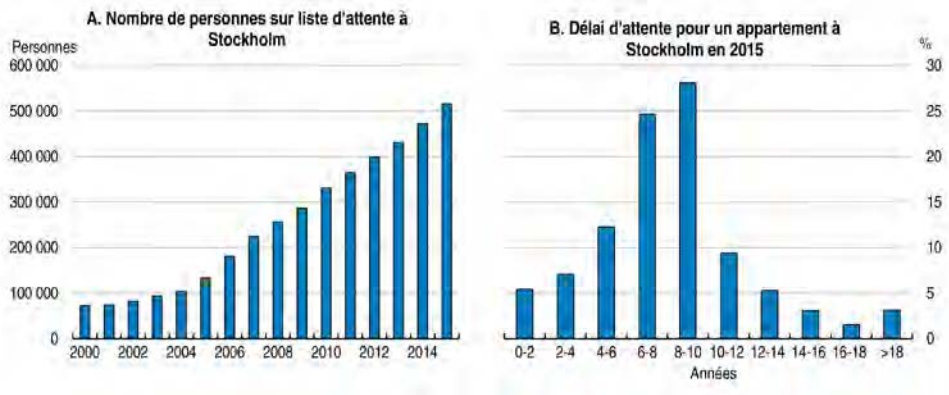
Graphique 2. Les Suédois ont une bonne qualité de vie



1. Chaque dimension du bien-être est mesurée à l'aide d'indicateurs entrant dans la composition de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE. Ces indicateurs sont normalisés de telle sorte qu'ils varient sur une échelle de 0 à 10 (allant de la pire situation à la situation optimale).

Source : OCDE (2016), Base de données de l'Indicateur du vivre mieux.

Graphique 3. La pénurie de logements locatifs est marquée à Stockholm



Source : Stockholm Housing Agency.

Tableau 2. Un certain nombre de recommandations antérieures de l'OCDE ont été suivies

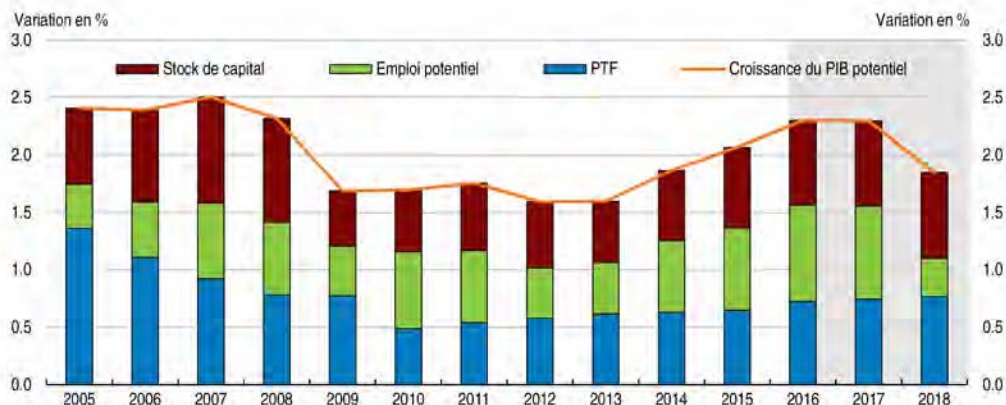
Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises depuis mars 2015 ou programmées
<p>Politique macroéconomique (2015) : maintenir une politique monétaire expansionniste jusqu'à ce que l'inflation s'accroisse clairement. Conserver une politique budgétaire prudente et laisser jouer les stabilisateurs automatiques.</p>	<p>L'inflation restant faible, la <i>Riksbank</i> est passée à un taux des prises en pension négatif et a appliqué un assouplissement quantitatif. La politique budgétaire, qui était contracyclique ces dernières années, devient légèrement expansionniste du fait du surcroît considérable de dépenses en rapport avec l'immigration.</p>
<p>Stabilité financière (2015) : poursuivre l'application de mesures macroprudentielles pour limiter les risques liés à l'endettement croissant des ménages. Envisager de supprimer progressivement la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts immobiliers.</p>	<p>Le volant contracyclique des banques a été relevé à 2 % des fonds propres pondérés en fonction des risques et une nouvelle obligation en matière d'amortissement des emprunts immobiliers a été introduite. Aucune mesure n'a été prise à propos de la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts immobiliers.</p>
<p>Éducation et compétences (2015) : rendre la profession d'enseignant plus attractive en augmentant les incitations financières ; clarifier les évolutions de carrière et améliorer la formation des enseignants ; renforcer le soutien apporté aux élèves en difficulté, y compris aux élèves immigrés, au moyen d'interventions précoces et d'un ciblage des ressources en fonction du milieu socio-économique ; renforcer les aides et incitations à l'apprentissage du suédois destinées aux migrants ; envisager de regrouper au sein d'un conseil des politiques d'éducation les institutions actuellement chargées de formuler des avis sur les politiques éducatives et de les superviser.</p>	<p>Le système éducatif a reçu une dotation supplémentaire de 8.3 milliards SEK (quelque 0.2 % du PIB) en 2016 pour rendre la profession d'enseignant plus attractive, notamment par des augmentations de salaires, et promouvoir des interventions précoces et l'équité. Des ressources spéciales ont été affectées aux établissements scolaires dont les résultats sont médiocres.</p> <p>Le programme d'apprentissage du suédois destiné aux migrants (SFI) a été réformé et des mesures ont été prises pour permettre aux demandeurs d'asile de commencer plus tôt à étudier le suédois.</p>
<p>Marché du travail (2015) : Réduire l'écart entre travailleurs permanents et travailleurs temporaires dans la législation sur la protection de l'emploi et assouplir la réglementation relative aux salaires d'embauche.</p>	<p>Le gouvernement est en faveur d'un abaissement des coûts de main-d'œuvre des travailleurs peu qualifiés. Le système de subventions va être simplifié pour en accroître le nombre de bénéficiaires. L'emploi reste protégé dans les contrats de travail permanents.</p>
<p>Marché du logement (2012, 2015) : Simplifier les procédures d'urbanisme et la réglementation sur l'occupation des sols et inciter davantage les communes à libérer des terrains. Supprimer progressivement l'encadrement des loyers pour les rapprocher des valeurs du marché.</p>	<p>En 2015, le gouvernement s'est engagé à travailler avec les communes pour améliorer l'efficacité des règles et des plans d'urbanisme. Il incite les communes à encourager la construction, notamment en finançant davantage les infrastructures d'accompagnement. Aucune mesure n'a été prise pour assouplir l'encadrement des loyers.</p>
<p>Croissance, entrepreneuriat, innovation et recherche-développement (2015) : simplifier les procédures réglementaires, notamment la délivrance d'autorisations et de permis ; investir pour améliorer la qualité du réseau routier et des voies ferrées en veillant tout particulièrement au rendement social des investissements ; élargir encore le soutien à l'innovation et renforcer la coordination des politiques d'innovation et de recherche.</p>	<p>Il est devenu plus facile de créer une entreprise, car le registre des sociétés est désormais tenu d'immatriculer une société en cinq jours. Le gouvernement effectue des investissements importants dans les infrastructures, l'entretien des routes et des voies ferrées, ainsi que dans les transports publics. L'action des pouvoirs publics en matière d'innovation et de recherche se renforce progressivement, mais des améliorations doivent encore être apportées en termes de gouvernance, de direction et de vision stratégique.</p>
<p>Atténuation du changement climatique (2011) : continuer à supprimer progressivement les exonérations de taxe carbone. Préciser le rôle ainsi que les coûts et avantages attendus de la stratégie prioritaire à long terme qui vise à disposer, d'ici 2030, d'un parc de véhicules totalement affranchis des carburants fossiles.</p>	<p>Le changement climatique est la première priorité environnementale du gouvernement. De nombreuses exonérations de taxes énergétiques ou de taxe carbone ont été réduites ou supprimées. Le dernier grand poste de dépense fiscale concerne le traitement fiscal privilégié appliqué au gazole utilisé dans les transports. Une analyse coûts-avantages manque toujours.</p>

Depuis quelques années, l'emploi progresse plus vite que dans la plupart des autres pays de l'OCDE (graphique 5, partie A). Le taux de chômage a reculé et se situe maintenant autour de 7 % (partie B). Des pénuries de main-d'œuvre apparaissent dans certains secteurs, comme la construction, l'éducation et les services communaux. On estime maintenant que le taux de chômage effectif est inférieur au taux de chômage structurel, qui est estimé aux alentours de 7.5 %. Ce niveau relativement élevé du taux de chômage structurel tient à un fort taux d'activité et à des problèmes d'inadéquation entre offres et demandes d'emploi. Les travailleurs peu qualifiés, en particuliers les immigrés, ont des difficultés à trouver un emploi, ce qui tient au niveau élevé de compétences exigé pour la plupart des postes en Suède. De fait, malgré la forte croissance de la production, le chômage augmente dans certaines catégories vulnérables, en particulier les immigrés et les personnes peu qualifiées (graphique 6, partie A) (OECD, 2016b). Pour le faire encore baisser, il faudra augmenter l'emploi dans ces catégories et le gouvernement agit à cette fin, notamment en investissant dans l'éducation et la formation ainsi qu'en renforçant les mesures destinées à mieux faire correspondre les qualifications disponibles à la demande, en se concentrant sur les personnes les plus éloignées du marché du travail. Néanmoins, la réalisation de l'objectif gouvernemental d'afficher le taux de chômage le plus bas de l'Union européenne en 2020 est rendu encore plus difficile par la prise en compte dans les statistiques de chômage de nombreux étudiants à plein temps et par l'arrivée récente de nombreux réfugiés (encadré 2).

Encadré 1. Contributions à la croissance de la production potentielle

La PIB potentiel s'élève grâce à la forte augmentation de l'emploi potentiel, au renforcement de l'intensité capitalistique et à la hausse de la productivité totale des facteurs (PTF) (graphique 4). L'emploi potentiel bénéficie de la progression de la population en âge de travailler, en partie due à l'immigration, et de la montée du taux d'activité. Il contribue actuellement à hauteur de 1 point environ à la croissance annuelle du PIB potentiel, mais il devrait se ralentir à partir de 2018. Alors que la contribution du stock de capital avait diminué à la suite de la récession mondiale de 2008, elle est remontée ces dernières années du fait du redressement de l'investissement fixe. Le ralentissement général de la progression de la PTF depuis le tournant du siècle n'a pas épargné la Suède (OECD *Economic Survey of Sweden* 2015). La croissance de la productivité a diminué à la suite de la crise financière mondiale de 2008, ce qui tenait en partie à une rétention de main-d'œuvre et à une baisse de l'investissement. Néanmoins, la compétitivité élevée de l'économie, due à sa forte intégration dans les chaînes de valeur mondiales et à sa capacité de fournir des services à haute valeur ajoutée, conjuguée à un redressement de l'investissement des entreprises, a tiré la PTF vers le haut, ce qui devrait contribuer notablement à la croissance dans les prochaines années. La PTF dépend de l'évolution technologique mondiale, mais aussi des politiques de recherche et d'innovation ainsi que des stratégies d'affectation des ressources aux emplois les plus productifs (OECD, 2015a). Étant donné l'expansion rapide de la population active, le développement des compétences et leur adéquation aux besoins du marché du travail auront un effet décisif sur les gains de productivité à l'avenir. Des études récentes montrent que le décalage entre l'offre et la demande de qualifications va de pair avec une moindre productivité dans les pays de l'OCDE (Adalet McGowan and Andrews, 2015).

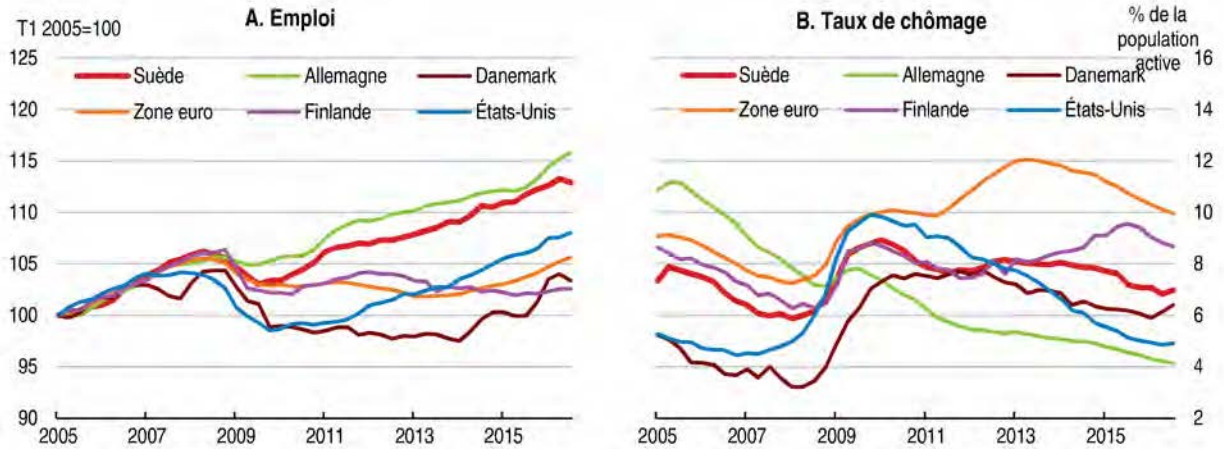
Graphique 4. Le travail, le capital et la productivité contribuent tous à la croissance



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

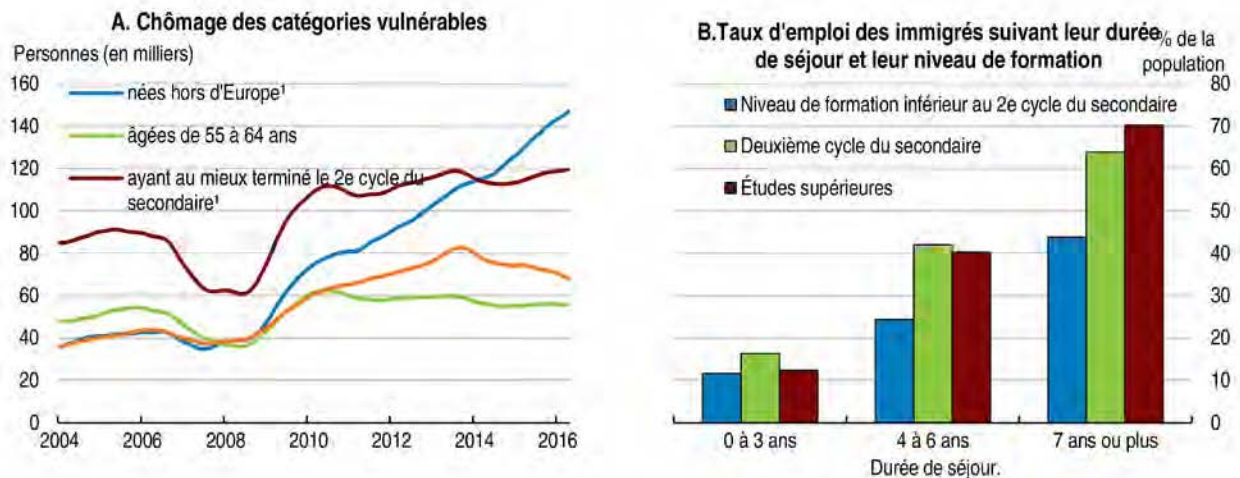
Les immigrants contribueront beaucoup à la croissance future, à condition qu'une intégration optimale leur permette de développer leurs compétences et de trouver des emplois correspondants. Des dispositions sont prises actuellement pour accélérer leur intégration, en particulier le renforcement des cours de langue, la validation des compétences et la formation (Swedish government, 2016). Toutefois, l'intégration des immigrants peu qualifiés sera longue, ce qui pourrait faire augmenter temporairement le taux de chômage. Dans le passé, la présence d'une forte proportion de réfugiés parmi les immigrants s'est traduite par des taux d'emploi très bas, même si en Suède celui des réfugiés dépasse quelque peu la moyenne de l'UE (partie B).

Graphique 5. Le chômage baisse



Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Graphique 6. Certaines catégories peinent à trouver un emploi



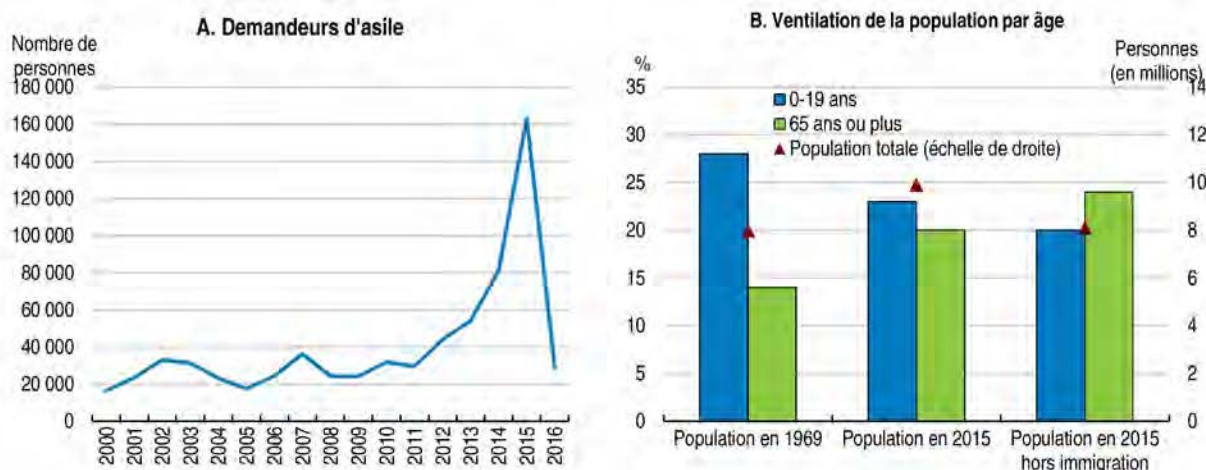
Source : Bureau central des statistiques (*Statistiska centralbyrån*) suédois ; Agence pour l'emploi (*Arbetsförmedlingen*) suédoise.

Encadré 2. Immigration et composition de la population

Ces dernières années, le rapport entre les entrées de demandeurs d'asile et la population a été le plus élevé de l'OCDE. À peu près 160 000 demandeurs d'asile sont arrivés en Suède en 2015 (graphique 7, partie A). Toutefois, leur nombre a reflué autour de 30 000 en 2016, ce qui est proche du nombre d'entrées observé avant la crise syrienne. En Suède, la proportion de personnes nées à l'étranger est passée de 7,5 % en 1980 à 17 % en 2015. La composition de la population immigrée a changé : alors qu'il s'agissait surtout dans les années 80 de Nordiques travaillant dans l'industrie manufacturière, on est passé à une immigration largement humanitaire et résultant du regroupement familial. Selon les estimations, à peu près la moitié des personnes nées à l'étranger sont venues en Suède en tant que réfugiés ou du fait de liens familiaux avec des réfugiés (Statistics Sweden, 2016 ; OECD, 2016c). Dans la période récente, beaucoup de demandeurs d'asile mineurs et non accompagnés (plus de 35 000 en 2015), dont l'intégration est délicate, sont arrivés en Suède. Pour répartir plus également la charge entre les communes, on a conçu un nouveau modèle d'affectation. En outre, le gouvernement augmente les moyens financiers consacrés à l'accueil des mineurs non accompagnés et réexamine le système de compensation des communes qui en reçoivent.

L'intégration d'un nombre élevé d'immigrés représente un véritable défi sur le plan de l'éducation, de l'acquisition de compétences, du marché du travail et des politiques sociales. Toutefois, l'immigration a un effet positif sur la structure démographique de la Suède. Sans elle, la population aurait stagné au niveau de 8 millions atteint en 1969, au lieu d'atteindre les 10 millions actuels. L'immigration a aussi contribué directement au rajeunissement de la population, puisque de nombreux immigrés se situent dans la tranche d'âge 20-35 ans, et indirectement par les naissances. En son absence, les personnes âgées représenteraient une proportion bien plus grande de la population et les jeunes seraient proportionnellement bien moins nombreux (partie B ; Statistics Sweden, 2016).

Graphique 7. L'immigration rajeunit la population



Source : Bureau central des statistiques (*Statistiska centralbyrån*) suédois et Office des migrations (*Migrationsverket*) suédois.

Les risques sont surtout liés à l'évolution économique internationale

Le contexte économique international est actuellement difficile. Petite économie ouverte, la Suède est particulièrement exposée à l'évolution du commerce mondial et à celle de ses partenaires commerciaux, notamment de la Chine et du Royaume-Uni, qui représentaient respectivement environ 4 % et 7 % des exportations totales de la Suède en 2015. Même si l'incidence directe du Brexit sur les exportations suédoises sera probablement limitée, l'incertitude est grande à propos d'éventuels effets indirects sur son économie. Des variations du taux de change, en particulier vis-à-vis de l'euro et de la couronne norvégienne, se répercuteraient sur la croissance. L'endettement élevé et croissant des ménages pourrait la déséquilibrer, accentuant les risques financiers et la vulnérabilité des ménages à une baisse des prix des logements et à une hausse des taux d'intérêt. La Suède est également vulnérable à un certain nombre de chocs largement imprévisibles (tableau 3).

Tableau 3. Chocs qui seraient préjudiciables à l'économie

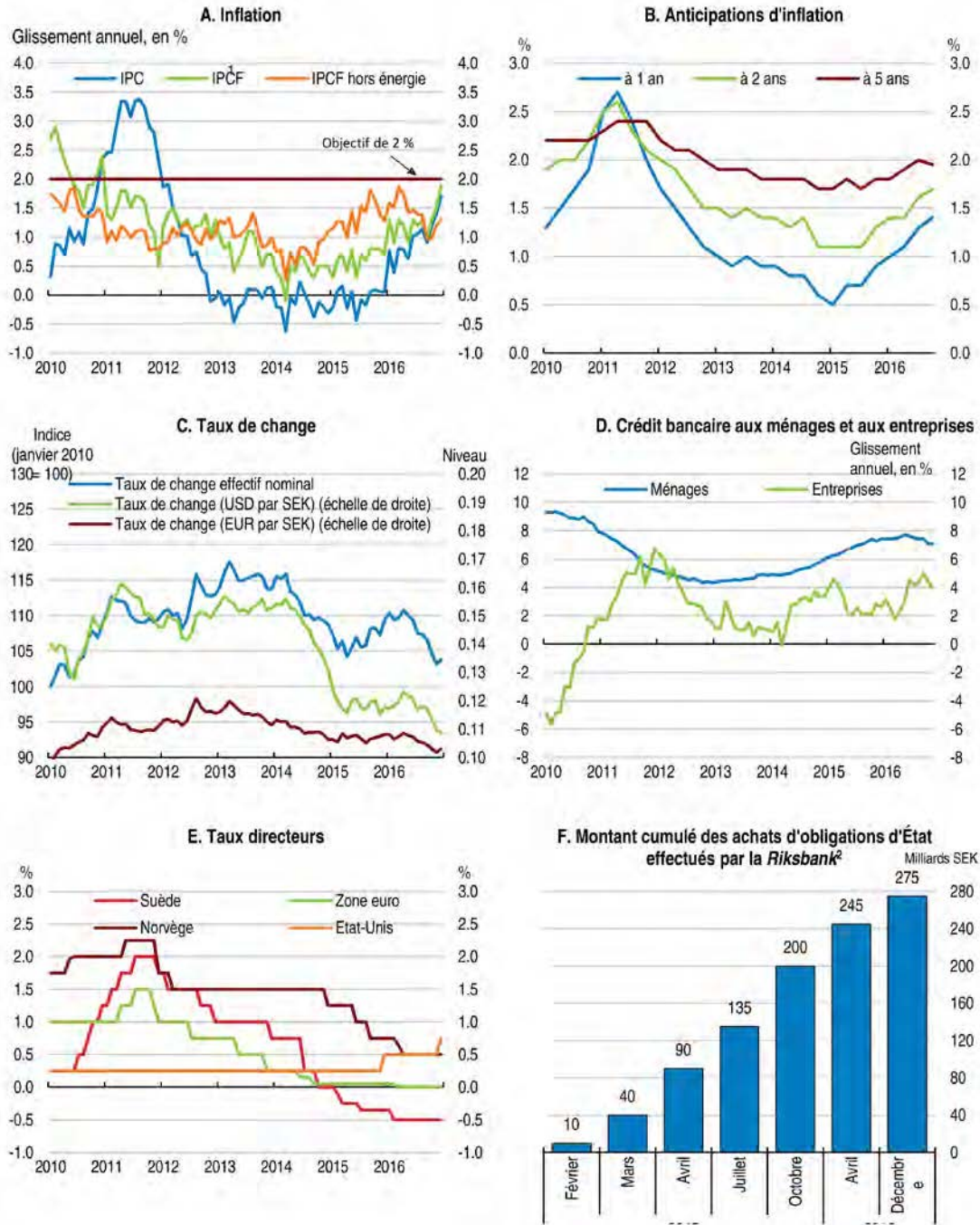
Facteurs de vulnérabilité	Conséquences éventuelles
Intensification des tensions géopolitiques	Les tensions géopolitiques pourraient nuire au commerce mondial, entraîner des flux migratoires erratiques et difficiles à gérer et aggraver l'incertitude, ce qui générerait une instabilité économique et financière défavorable à la croissance.
Poursuite du morcellement de l'Union européenne	Si l'intégration de l'Union européenne connaissait un nouveau coup d'arrêt, les flux d'échanges et d'investissement en souffriraient. Cela pèserait sur les exportations suédoises. L'aggravation de l'incertitude et l'instabilité des marchés financiers pénaliseraient aussi la croissance.
Contagion d'une crise financière régionale ou régionale	Le système financier suédois est dominé par quelques grandes banques, qui dépendent des marchés pour leur financement. Une crise de la liquidité déclenchée par des événements extérieurs à la Suède pourrait entraîner des difficultés dans le secteur bancaire, une chute des prix des actifs et une raréfaction du crédit, ce qui aboutirait à une profonde récession.

La politique macroéconomique stimule l'activité

L'inflation s'accélère depuis 2015, surtout sous l'effet de la dépréciation antérieure de la couronne et d'une utilisation croissante des capacités de production, mais reste inférieure à l'objectif de 2 %, même si l'on exclut l'énergie et si les taux d'intérêt des crédits immobiliers sont maintenus à un niveau constant (graphique 8, partie A et C). La persistance, ces dernières années, d'une déviation par rapport à l'objectif d'inflation a déclenché un vif débat sur le cadre de la politique monétaire, qui fait actuellement l'objet d'une réévaluation (encadré 3). Les anticipations d'inflation se rapprochent lentement de l'objectif (partie B). Le crédit progresse rapidement, en particulier en faveur des ménages (partie D). Néanmoins, la politique monétaire très expansionniste menée à l'étranger oblige la Suède à pratiquer des taux d'intérêt bas pour empêcher une appréciation de la couronne qui ferait baisser les prix à l'importation et compromettrait la remontée de l'inflation (partie E). L'incertitude à propos de l'évolution économique mondiale incite aussi à la prudence en matière de politique monétaire. C'est pourquoi la *Riksbank* ne prévoit pas de relever le taux des prises en pension avant le début de 2018. En outre, la Banque centrale procède à un assouplissement quantitatif par l'acquisition d'obligations d'État (partie F) et s'est déclarée prête à poursuivre une politique monétaire encore plus expansionniste si cela s'avérait nécessaire pour préserver la crédibilité de l'objectif d'inflation (Riksbank, 2016a).

Le système bancaire suédois est important, fortement interdépendant et tributaire des marchés de capitaux pour son financement, ce qui justifie une vigilance permanente, même si ce mode de financement est plutôt avantageux dans un contexte de taux d'intérêt négatifs. La faiblesse des taux d'intérêt a réduit la rentabilité des compagnies d'assurance et peut susciter des prises de risques excessives. Néanmoins, le système financier suédois reste solide (Riksbank, 2016c ; Finansinspektionen, 2016a). La rentabilité des banques est élevée, les volants de fonds propres sont étoffés et les tests de résistance effectués en 2016 par l'Autorité bancaire européenne montrent que les banques suédoises sont résilientes. La progression du crédit étant forte, notamment à destination des ménages, le volant contracyclique a été porté à 1.5 % des actifs pondérés en fonction des risques à partir de juin 2016 et le sera à 2 % à partir de mars 2017 (Finansinspektionen, 2016b). En outre, les règles de calcul de la pondération des risques seront durcies, car on a observé ces dernières années un décalage entre l'amélioration du ratio fonds propres/actifs totaux et celle des ratios de fonds propres pondérés en fonction des risques. Par ailleurs, le système financier suédois semble être peu exposé directement aux conséquences négatives du changement climatique (Finansinspektionen, 2016c).

Graphique 8. L'inflation reste inférieure à l'objectif



1. L'IPCF désigne l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé à taux d'intérêt hypothécaire constant.

2. Les mois correspondent aux décisions de la Riksbank. Le montant fixé en décembre 2016 doit être acquis d'ici à la mi-2017.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Bureau central des statistiques (Statistiska centralbyrån) suédois ; et Riksbank.

Encadré 3. Le cadre de politique monétaire, le rapport Goodfriend-King et l'objectif d'inflation

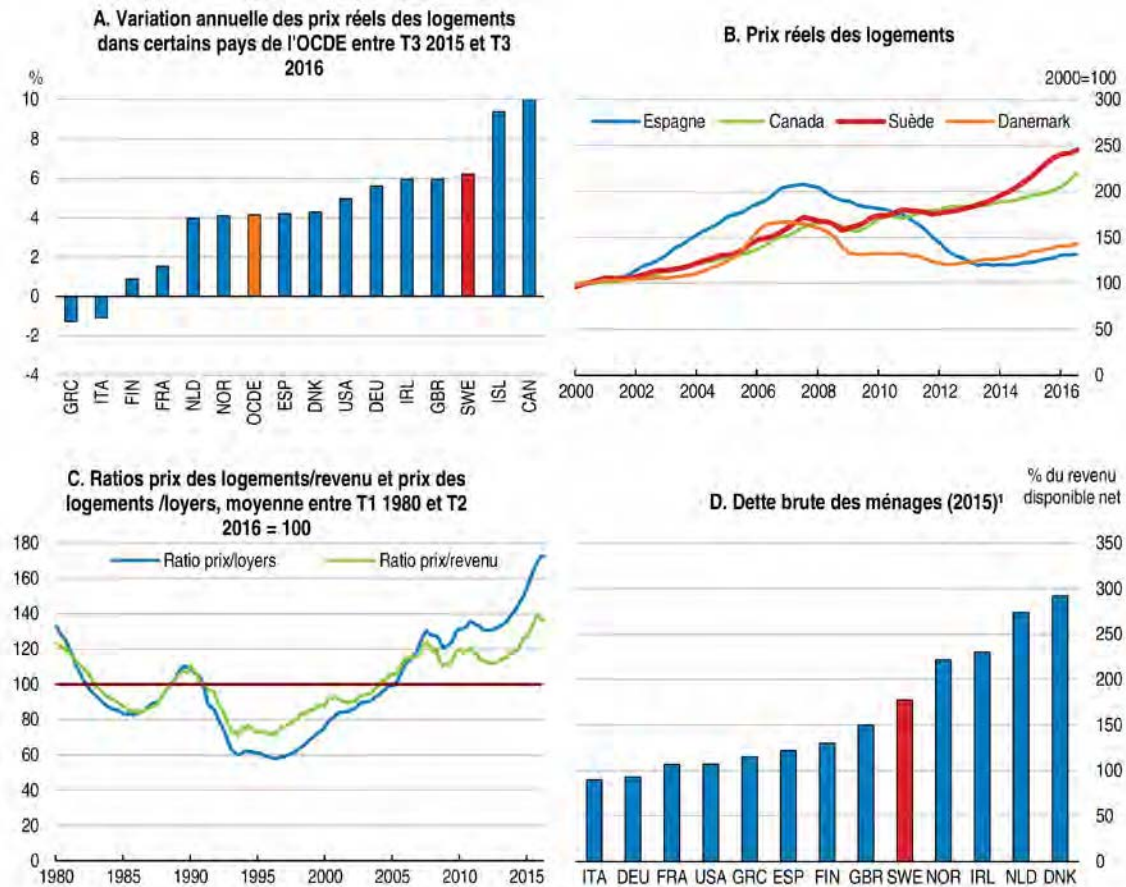
Au début des années 90, l'instauration d'un objectif d'inflation et l'octroi d'une plus grande indépendance à la *Riksbank* ont créé un cadre de politique monétaire solide qui a permis d'ancrer les anticipations d'inflation tout en contribuant à la croissance et à la stabilité macroéconomique. Toutefois, l'inflation a été sensiblement inférieure à l'objectif de 2 %. Depuis 1993, le taux d'inflation annuel mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC) est de 1.3 % en moyenne. L'inflation annuelle moyenne mesurée par l'IPCF (c'est-à-dire l'indice des prix à la consommation à taux d'intérêt hypothécaire constant), ressort à 1.7 %. Cette situation laisse penser que la politique monétaire a peut-être été excessivement stricte en moyenne. Elle a donné lieu ces dernières années à un vif débat dans le pays (Svensson, 2013). Le relèvement du taux des prises en pension de 0.25 % à 2 % entre la mi-2010 et la mi-2011, peut-être en partie motivé par des inquiétudes à propos de l'endettement croissant des ménages, a été particulièrement critiqué car il a été suivi de près de trois années d'inflation proche de zéro.

Selon le récent examen indépendant de la politique monétaire suédoise, les hausses de taux d'intérêt de 2010-2011 n'étaient pas injustifiées au regard des informations disponibles à l'époque, mais la *Riksbank* a ensuite tardé à les baisser lorsque l'économie s'est affaiblie (Goodfriend and King, 2016). Le rapport a critiqué l'attention excessive portée à la définition de la trajectoire future du taux des prises en pension étant donné le degré d'incertitude, le trop grand recours à des prévisions basées sur des modèles, les hésitations du gouvernement à introduire un régime clair de politique macroprudentielle et certaines tensions regrettables entre membres du Conseil de la banque centrale.

Le rapport formule quelques recommandations importantes. L'une est d'utiliser comme objectif d'inflation l'IPCF plutôt que l'IPC. Comme l'IPC tient compte des taux d'intérêt des crédits immobiliers dans le calcul des dépenses afférentes aux logements occupés par leurs propriétaires, il existe un lien mécanique entre l'instrument (le taux d'intérêt directeur) et l'objectif. Cela crée des difficultés de communication et d'évaluation de la politique monétaire, au risque d'affaiblir la confiance dans l'objectif d'inflation. L'IPCF ou l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de l'UE seraient donc de meilleures cibles d'inflation que l'IPC (NIER, 2016, Apel *et al.*, 2016). La fixation d'une marge de tolérance autour de cette cible pourrait aussi faciliter la communication (Riksbank, 2016b). Une autre recommandation tout à fait justifiée porte sur la clarification des compétences respectives de l'Autorité de surveillance financière et de la *Riksbank*. Le rapport évoque la répartition des compétences de stabilité financière entre la *Riksbank* et l'ASF ; il propose la création d'une commission conjointe chargée de la politique prudentielle. Il ne semble pas souhaitable de relancer la question des rôles respectifs de l'ASF et de la *Riksbank* dans le maintien de la stabilité financière, qui a été réglée très récemment au terme de longues discussions. En octobre 2016, le gouvernement et les partis d'opposition ont conclu un accord concernant le mandat de l'ASF, à laquelle il revient désormais d'introduire de nouveaux instruments macroprudentiels, sous réserve de l'approbation du gouvernement. Le rôle de la *Riksbank* en matière de stabilité financière, notamment du fait de ses fonctions de prêteur en dernier ressort et de gestionnaire de la liquidité, devrait aussi être reconnu plus officiellement.

Le très bas niveau actuel des taux d'intérêt et la poussée des prix des logements sont allés de pair avec une montée rapide de l'endettement des ménages. La Suède a connu la hausse des prix des logements la plus rapide de la zone OCDE en termes réels (graphique 9, partie A), même si son rythme s'est ralenti dernièrement (partie B). Cette situation est due à une réponse de l'offre insuffisante pour satisfaire la demande croissante de logements, en partie du fait du caractère contraignant des règles d'urbanisme et des plans d'occupation des sols. Elle est d'autant plus préoccupante que la crise financière mondiale de 2008 a eu peu d'effet sur les prix de l'immobilier en Suède, qui dépassent maintenant de beaucoup leurs plus hauts niveaux historiques. Les ratios prix/revenus et prix/loyers sont également bien supérieurs aux moyennes de long terme (partie C). Ces ratios sont des indicateurs imparfaits de la surévaluation des prix, notamment parce qu'ils ne tiennent pas compte de l'évolution des conditions de financement et de l'offre. Néanmoins, dans le passé, ils ont eu tendance à retrouver leurs moyennes de long terme dans tous les pays de l'OCDE, bien qu'après de longs délais. En 2015, la dette des ménages a atteint 180 % de leur revenu disponible net, soit plus du double de son niveau en 1995 (partie D).

Graphique 9. Les prix des logements s'envolent



Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

Il est important pour la stabilité financière de contenir l'augmentation de la dette des ménages, quoique l'expérience de la Suède et des autres pays nordiques laisse penser que le risque de défaillance sur les crédits immobiliers est limité, même lors de fortes récessions. En outre, les ménages très endettés tendent à réduire davantage leur consommation lorsque les prix de l'immobilier chutent, comme l'illustre l'évolution récente au Danemark et aux Pays-Bas, les deux pays de l'OCDE au taux d'endettement des ménages les plus élevés. La grande majorité des crédits immobiliers suédois est à taux variable, ce qui rend les ménages plus vulnérables aux hausses des taux. Certes, une proportion supérieure de crédits immobiliers à taux fixe pourrait atténuer les risques courus par les ménages, mais la période pour laquelle le taux est fixé s'avère être décidée en fonction de leurs préférences plutôt que de l'offre de produits bancaires (Holmberg *et al.*, 2015).

L'Autorité de surveillance financière a pris ces dernières années un certain nombre de mesures macroprudentielles pour freiner la hausse de l'endettement des ménages, dont le plafonnement des quotités de financement et l'obligation d'un minimum de fonds propres pondérés en fonction des risques pour les crédits immobiliers. La nouvelle obligation d'amortissement sur les nouveaux crédits d'un montant supérieur à 50 % de la valeur du bien est entrée en vigueur en juin 2016. L'application de cette mesure avait été retardée de près d'un an à cause du manque de clarté du cadre juridique de la politique macroprudentielle. Pour permettre son application en temps utile, le gouvernement et les partis d'opposition sont convenus en octobre 2016 d'élargir la mission de l'ASF, à laquelle il revient désormais d'introduire de nouveaux instruments macroprudentiels, sous réserve de l'approbation du gouvernement.

Le plafonnement des quotités de financement pourrait être complété par celui du taux d'endettement (dette/revenu), car la proportion des ménages pour lesquels ce taux est élevé augmente. Au demeurant, le plafonnement des quotités de financement permet d'emprunter plus quand les prix des logements montent (Benes *et al.*, 2016). Selon des études récentes, l'introduction d'un plafonnement du ratio dette/revenu de 600 % pour les nouveaux crédits pourrait ralentir sensiblement l'endettement, et cela avec un faible effet négatif sur la production (Alfelt *et al.*, 2015 ; Finansinspektionen, 2016d ; NIER, 2016). On pourrait laisser une certaine souplesse d'adaptation aux situations particulières en fixant la limite à un pourcentage maximum des nouveaux crédits d'un prêteur, comme l'a fait le Royaume-Uni.

Encadré 4. Le cadre de politique budgétaire et l'objectif budgétaire

Après la récession très marquée des années 90, qui avait entraîné des déficits budgétaires importants et une hausse des taux d'intérêt sur la dette publique, un cadre budgétaire solide avait été progressivement mis en place pour rétablir la discipline et la confiance dans les finances publiques. Ses principales composantes sont: i) une procédure budgétaire en deux étapes au cours de laquelle le montant total des crédits est d'abord déterminé et affecté aux grandes catégories de dépenses, avant que l'on décide d'une ventilation détaillée au sein de ces catégories; ii) la fixation d'un plafond annuel des dépenses des administrations centrales pour les trois exercices suivants ; iii) l'obligation d'équilibre budgétaire dans les collectivités locales ; iv) un objectif d'excédent des administrations publiques au cours du cycle conjoncturel. En outre, un conseil de politique budgétaire indépendant a été établi en 2007.

Le cadre de politique budgétaire a contribué à l'amélioration des finances publiques, même si l'objectif d'excédent n'a pas été atteint depuis son introduction, notamment parce qu'un soutien budgétaire a été nécessaire pour atténuer la récession de 2009. Au cours des dix dernières années, qui correspondent à peu près à un cycle conjoncturel complet, l'excédent moyen a représenté 0.3 % du PIB alors que l'objectif était de 1 %. Depuis 2000, date d'introduction de l'objectif, l'excédent moyen représente 0.4 % du PIB. Néanmoins, la dette publique brute (selon la définition de Maastricht) a diminué, passant de quelque 70 % du PIB au milieu des années 90 à quelque 43 % en 2015. Du fait de réévaluations des avoirs, l'actif net des administrations publiques a encore augmenté pour s'établir à 28 % du PIB en 2015, par rapport à une dette nette de plus de 25 % du PIB au milieu des années 90. Au même titre que d'autres changements du cadre macroéconomique, dont l'instauration de cibles d'inflation en 1993, l'objectif d'excédent a concouru à la performance de l'économie en donnant plus de prévisibilité à la politique économique.

Malgré ces bons résultats, certains ajustements du cadre budgétaire semblent nécessaires pour adapter l'objectif d'excédent à la situation économique et démographique actuelle, ainsi que pour renforcer le suivi des finances publiques. Avec un objectif d'excédent de 1 % du PIB, l'actif net des administrations publiques atteindrait, dans le cadre d'hypothèses plausibles, quelque 40 % du PIB en 2040 (NIER, 2015). Une telle accumulation ne semble pas optimale, surtout si elle exige soit d'augmenter une fiscalité déjà élevée, soit de limiter les dépenses consacrées à des services publics nécessaires et à des investissements porteurs de croissance. L'objectif d'excédent avait été fixé à un niveau relativement élevé en 1997 pour atténuer les effets du vieillissement de la population en préfinançant les pensions et pour créer des marges permettant de mener une politique budgétaire contracyclique (Calmfors, 2015). Toutefois, le vieillissement de la population commence à peser sur les finances publiques. On s'attend à ce que le système de retraite, qui est intégré aux finances publiques, devienne déficitaire en 2017 (Ministry of Finance, 2016a).

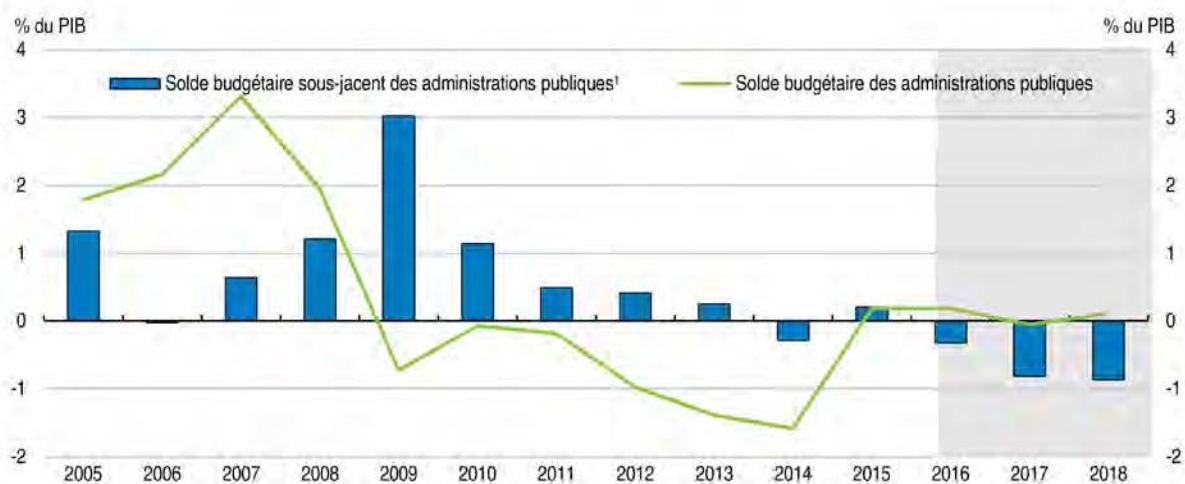
En juin 2016, la plupart des partis politiques se sont mis d'accord sur une révision du cadre de politique budgétaire qui devrait être bientôt adoptée par le Parlement et entrer en vigueur en 2019. L'objectif d'excédent budgétaire est ramené de 1 % à 0.3 % du PIB sur la durée du cycle conjoncturel, ce qui laisse une marge significative pour absorber les chocs économiques. Pour s'assurer qu'il soit atteint, il faut renforcer le suivi du budget en prévoyant une évaluation plus claire des déviations -- alors qu'elle se base actuellement sur une série d'indicateurs éventuellement contradictoires -- et une obligation plus stricte pour le gouvernement d'expliquer comment il entend les corriger (Fiscal Policy Council, 2016). Un ancrage de la dette des administrations publiques (selon la définition de Maastricht) à 35 % du PIB est introduit. L'objectif d'excédent et l'ancrage de la dette seront réexaminés par le Parlement tous les huit ans. L'évaluation des déviations se référera au solde structurel et elles devront être justifiées par le gouvernement. Le conseil de politique budgétaire sera chargé d'évaluer si la situation budgétaire s'écarte de l'objectif et si c'est justifié.

En Suède, la fiscalité des biens immobiliers occupés par leurs propriétaires est l'une des plus faibles de l'OCDE. Les loyers imputés ne sont pas imposés, les impôts permanents sur l'immobilier résidentiel sont bas et la déduction des intérêts d'emprunts immobiliers est importante. Ce traitement fiscal favorable contribue à la forte demande de logements. En outre, il tend à bénéficier relativement plus aux ménages aisés parce qu'ils achètent des biens plus onéreux, alors que les ménages plus modestes sont le plus souvent

locataires. Réformer la fiscalité immobilière actuelle de façon à mieux faire correspondre l'impôt à la valeur de marché des biens, supprimer progressivement la déductibilité des intérêts d'emprunt, ou conjuguer ces deux mesures, réduiraient l'incitation fiscale à investir dans l'immobilier. Il faudrait supprimer la déductibilité des intérêts sur une longue période pour ne pas déstabiliser le marché. Le bas niveau actuel des taux d'intérêt et la montée rapide des prix des logements donnent l'occasion d'amorcer ce processus.

La situation budgétaire de la Suède est saine, la dette brute des administrations publiques (selon la définition de Maastricht) représentant 43 % du PIB et leur actif net 28 %. En outre, le pays est entré dans la crise financière et économique mondiale de 2008 avec un excédent budgétaire substantiel, ce qui laissait de la marge pour le fonctionnement des stabilisateurs automatiques et des mesures discrétionnaire de relance budgétaire. Le solde budgétaire structurel n'a cessé de se dégrader de 2010 à 2014. Sur fond d'affermissement de la croissance, la politique budgétaire a pris un tour plus restrictif en 2015, ce qui a ramené le solde à l'équilibre. La politique budgétaire redevient légèrement expansionniste en 2016-2017 (graphique 10), mais cela s'explique largement par des dépenses temporaires liées à l'afflux d'immigrés (Fiscal Policy Council, 2016). Une révision de l'objectif d'excédent budgétaire est en cours -- il passera de 1 % à 0.3 % du PIB au cours du cycle conjoncturel -- à quoi s'ajoute un renforcement du cadre de politique budgétaire (encadré 4), des mesures qu'il convient de saluer.

Graphique 10. Le solde budgétaire sous-jacent devrait devenir négatif



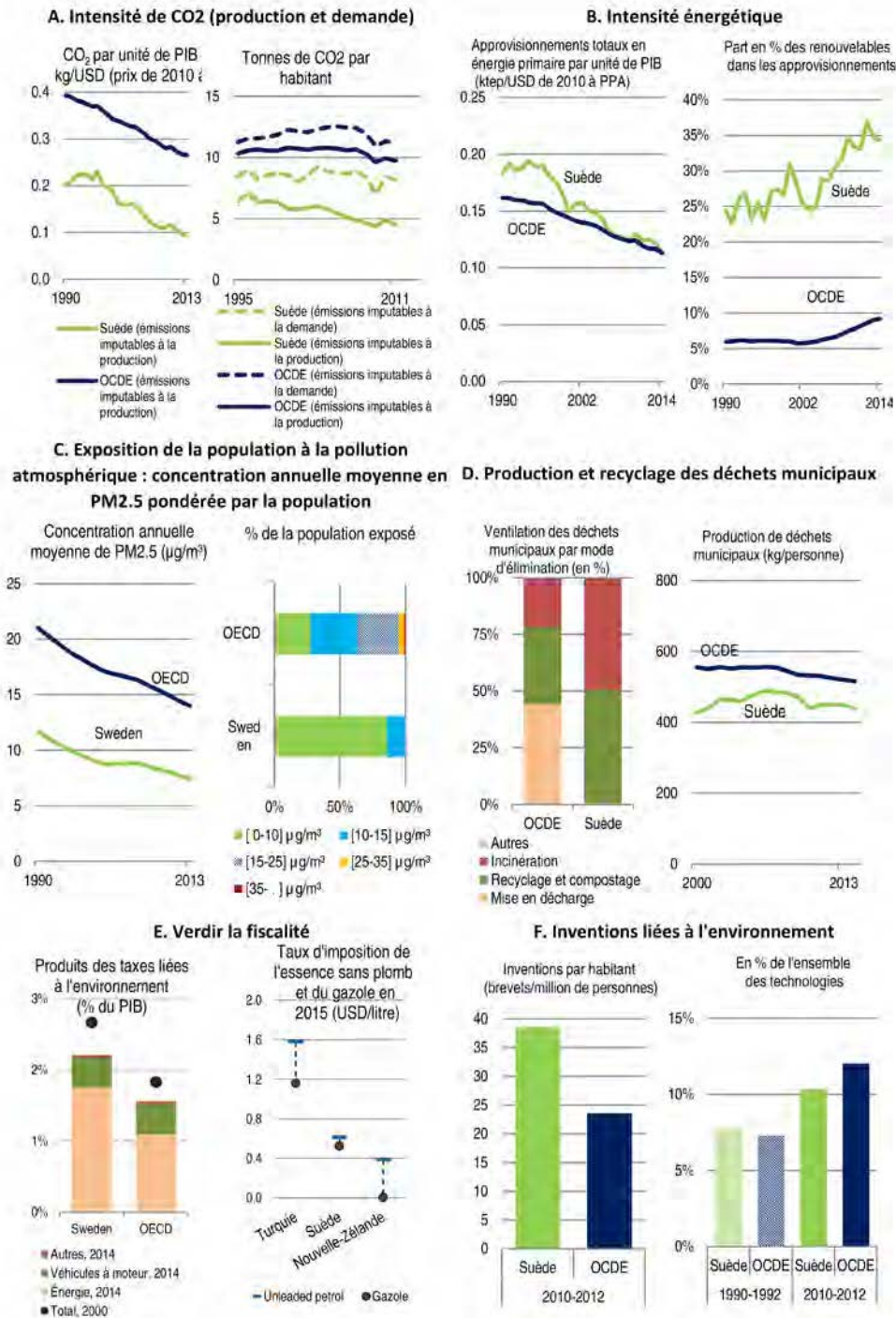
1. Le solde budgétaire sous-jacent des administrations publiques est exprimé en pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

La croissance est verte mais des problèmes demeurent

En octobre 2016, le *Riksdag* a ratifié l'Accord de Paris sur le changement climatique. Il a également entériné l'objectif de ramener à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre à l'horizon 2045, ainsi que des objectifs intermédiaires consistant à réduire à l'horizon 2030 les émissions globales de 63 % et celles du secteur des transports de 70 %, par rapport à leurs niveaux de 1990. Les ressources naturelles dont dispose la Suède influent beaucoup sur l'économie et sur l'empreinte environnementale. L'abondance d'eau et de bois, conjuguée au choix politique de recourir largement à l'électricité d'origine nucléaire, a contenu l'intensité de CO₂ de la production à un peu plus d'un tiers de la moyenne de l'OCDE, avec une tendance à la baisse. En outre, les émissions par habitant diminuent par rapport à la moyenne de l'OCDE (graphique 11, partie A).

Graphique 11. Les performances environnementales sont bonnes



Source : OCDE (2016), Indicateurs de croissance verte (base de données). Pour des métadonnées détaillées [cliquez ici](#).

Les mesures peu coûteuses de réduction des émissions de gaz à effet de serre ayant déjà été prises, la poursuite de cette réduction nécessitera d'améliorer la cohérence et l'efficacité économique des politiques publiques, par exemple en réduisant les chevauchements entre instruments d'action, en atténuant les écarts de prix du carbone entre secteurs, et en supprimant progressivement les subventions préjudiciables à

l'environnement (*OECD Economic Survey of Sweden, 2015*). Si l'on tient compte du carbone intégré aux importations et aux exportations, les émissions par habitant issues de la consommation n'ont pas baissé. Toutefois, les émissions liées à la production à l'étranger échappent en général au contrôle des autorités suédoises.

La faiblesse des émissions de CO₂ est surtout due au mix énergétique sur lequel repose la production d'électricité, qui se caractérise par une proportion importante d'électricité d'origine nucléaire et d'hydroélectricité ; la baisse de la part du pétrole a été compensée par la hausse de la production électrique réalisée à partir de biocarburants et de combustibles solides de récupération (partie B). Les déchets nucléaires sont stockés dans des installations temporaires en attendant l'autorisation d'un stockage souterrain de longue durée. Les principaux partis politiques ont récemment décidé d'annuler l'accord conclu précédemment sur l'abandon progressif de l'énergie nucléaire, mais des considérations de coût et de sécurité rendent toujours son avenir incertain. Les énergies renouvelables sont appelées à jouer à un rôle grandissant dans la production future d'électricité.

Les prélèvements d'eau par habitant sont parmi les plus élevés de l'OCDE mais, du fait de l'abondance de cette ressource, ces prélèvements n'exercent pas de pressions sur celle-ci. La qualité moyenne de l'eau est excellente, l'usage de pesticides ainsi que le lessivage de l'azote et du phosphore étant en général inférieurs à ce que l'on observe dans les autres pays. L'air est également de très bonne qualité, car peu exposé à des niveaux risqués de pollution par les particules, même si les limites recommandées sont parfois dépassées dans certaines villes (partie C).

La production d'ordures ménagères par habitant est inférieure à la moyenne de l'OCDE, mais l'écart est moindre que dans le passé. Les taxes sur la mise en décharge et des décisions prises à l'échelon local ont pratiquement mis fin à l'usage des décharges, tandis que les taux de recyclage et d'incinération (souvent avec récupération de la chaleur) sont sensiblement supérieurs à ceux de la plupart des pays (partie D).

Comme dans de nombreux pays, le rapport entre le produit des taxes environnementales et le PIB diminue depuis 2000 parce que l'économie est devenue plus verte. Toutefois, il est nettement plus élevé que dans la plupart des pays en raison de la forte imposition de l'énergie, le produit des autres taxes étant négligeable, à l'exception de celles sur les véhicules (partie E). La taxe suédoise sur les oxydes d'azote a été un moyen important de réduire la pollution de l'air, mais ne rapporte pas de recettes car elle est remboursée aux entreprises émettrices (indépendamment de leurs émissions effectives, de sorte que l'incitation à les réduire soit maintenue). De nombreuses exonérations de taxes énergétiques ou de taxe carbone ont été réduites ou supprimées. Le dernier grand poste de dépense fiscale concerne le traitement fiscal privilégié appliqué au gazole utilisé dans les transports par rapport à l'essence, même si le taux d'imposition du gazole est un des plus élevés de la zone OCDE (OECD, 2014).

Depuis le début du siècle, le nombre de dépôts de brevets par habitant est proche de la moyenne de l'OCDE. Dans ce total, toutefois, la Suède semble générer moins d'innovations vertes que dans le passé (partie F).

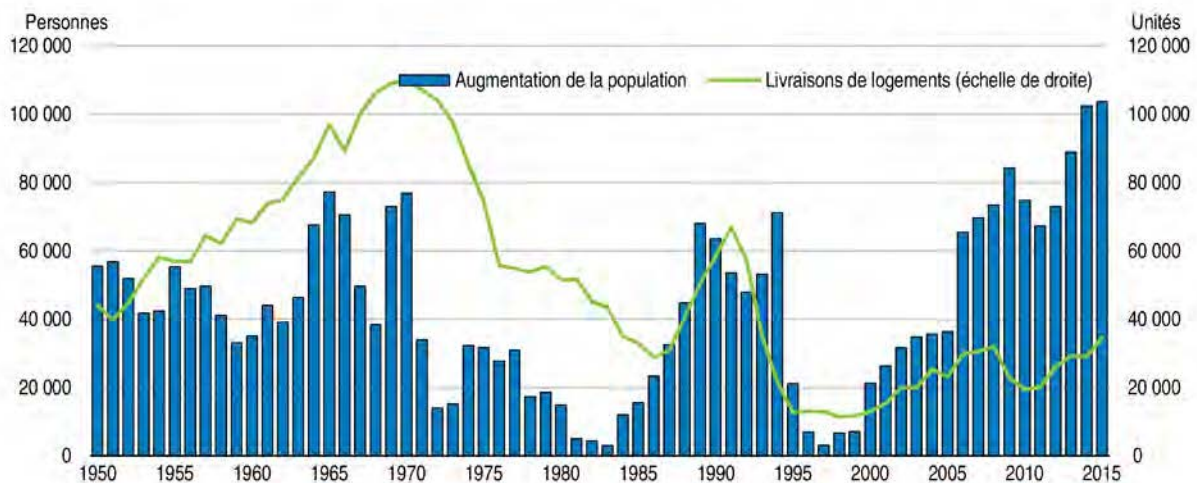
La pénurie de logements nuit aux performances économiques et au bien-être

Outre son éventuelle incidence négative sur la stabilité macroéconomique et financière, un dysfonctionnement du marché immobilier pénalise de diverses manières l'économie et la société. La pénurie de logements peut réduire la mobilité de la main-d'œuvre, d'où un chômage plus élevé et une moindre productivité, puisqu'elle gêne le rapprochement entre offres et demandes d'emploi (Adalet McGowan and Andrews, 2015). Des prix peu abordables peuvent être un facteur de pauvreté. L'inégalité de patrimoine entre les propriétaires et les locataires est accentuée par la hausse des prix des logements.

Les pénuries et les prix élevés qui en découlent réduisent le bien-être de nombreux citoyens, du fait du surpeuplement et de la longueur des trajets entre le domicile et le lieu de travail. Ils entraînent aussi une ségrégation spatiale, qui touche en particulier les immigrés et complique leur intégration. Une grande réforme est donc nécessaire pour améliorer le fonctionnement du marché immobilier.

Depuis 2005, le stock de logements augmente moins vite que la population (graphique 12). Au cours des précédentes périodes d'accroissement de la population, la construction de logements sociaux a fortement contribué à l'augmentation du nombre d'habitations. Les subventions aux sociétés publiques de logement ayant été supprimées au cours des années 90, la contribution de la construction publique à la croissance du stock de logements a diminué et le secteur privé n'a pas compensé ce recul, notamment en termes d'offre de logements abordables (Emanuelsson, 2015). D'ici 2025, il faudra peut-être construire pas moins de 710 000 logements pour mettre fin à la pénurie, surtout dans les trois plus grandes villes (National Board of Housing, Building and Planning, 2016). Le manque de logements au niveau national dissimule de fortes disparités entre régions, et les migrations internes l'aggravent, notamment dans les grandes villes. Il faudra donc faire en sorte qu'il y ait assez de logements dans les agglomérations en croissance, notamment pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et attirer l'investissement des entreprises. Afin de remédier à la pénurie, le gouvernement suédois a annoncé en mars 2015 un programme d'aide qui a pour objectif la construction de 250 000 logements de 2015 à 2020. Les subventions à la construction de logements locatifs cibleront les zones de croissance et seront supérieures pour les petits appartements et les logements pour étudiants, catégories dans lesquelles la pénurie est la plus aigüe. Les loyers seront plafonnés pendant quinze ans et des normes strictes d'efficacité énergétique seront appliquées. Le coût, estimé à quelque 0.2 % du PIB par an, sera financé par la réduction des allègements fiscaux actuellement appliqués aux travaux dans les lieux d'habitation, y compris leur amélioration.

Graphique 12. La construction de logements n'a pas suivi la croissance de la population



Note : Le nombre moyen de personnes par logement était de 2.2 en 2015.

Source : Bureau central des statistiques (*Statistiska centralbyrån*) suédois.

La faible réactivité de l'offre de logements à la demande depuis le début des années 90 est à l'origine de pénuries croissantes. Le gouvernement prévoit d'inciter davantage les communes à encourager la construction, notamment en augmentant le financement des infrastructures d'accompagnement. Il travaille avec elles pour améliorer la programmation foncière, ce qui est une condition essentielle d'un système stable et donnant à tous l'accès à un logement décent. L'action sur ce plan est couplée à d'autres instruments de politique publique, dont la fiscalité environnementale et les infrastructures de transport, pour influencer sur

la configuration urbaine et les émissions de carbone. Une coordination efficace entre les diverses autorités nationales et locales responsables de ces politiques sera déterminante pour garantir un urbanisme vert (OECD/IEA/NEA/ITF, 2015 ; OECD, 2016d). Simplifier les plans d'occupation des sols et la réglementation de la construction pourrait aussi favoriser la concurrence dans les secteurs du bâtiment et des matériaux y afférents, ce qui contribuerait à freiner les coûts ; en effet, la lourdeur du processus de programmation foncière et les normes de construction contraignantes avantagent actuellement les entreprises en place par rapport aux nouveaux entrants (OECD *Economic Survey of Sweden*, 2012).

Comme le soulignent les deux précédentes *Études économiques* (2012 et 2015), l'assouplissement des règlements locatifs, qui comptent actuellement parmi les plus rigides de l'OCDE, pourrait relancer l'investissement sur le marché locatif privé. Les hausses de loyers, négociées entre les associations de propriétaires et de locataires, s'appliquent à la totalité du parc locatif ; il en résulte un bas niveau des loyers relativement aux prix des logements dans les zones où la demande est forte, qui a dissuadé d'investir et encouragé la conversion de logements locatifs en coopératives (avec acquisition d'appartements par les locataires). La pénurie aiguë de logements locatifs limite la mobilité de la main-d'œuvre et l'attractivité des grandes villes, en particulier Stockholm, en tant que pôles d'activité. Certaines mesures ont été prises récemment pour améliorer le fonctionnement du marché locatif. Depuis 2011, les propriétaires privés participent aux négociations annuelles sur la fixation des loyers avec le syndicat des locataires dans les mêmes conditions que les sociétés municipales de logement. En outre, une législation adoptée en 2013, qui prévoit notamment une fiscalité plus favorable, a facilité la sous-location de logements dans les coopératives. Toutefois, la faiblesse des rendements pour les investisseurs et le caractère contraignant de la réglementation font encore obstacle au développement du marché locatif privé.

Un ajustement progressif de ces loyers sur les niveaux du marché, en particulier dans les segments supérieurs de celui-ci, ferait augmenter l'offre, surtout s'il s'accompagnait d'un assouplissement des règles d'urbanisme. En outre, il entraînerait une meilleure utilisation du parc de logements actuel en réduisant les effets de rétention. L'assouplissement des règles en matière de location devrait être progressif et coordonné avec d'autres réformes du logement pour assurer une convergence en douceur vers les loyers du marché et la protection des locataires contre une envolée soudaine des loyers. L'accès au logement des ménages modestes pourrait être facilité si l'on introduisait un ordre de priorités pour l'attribution des logements communaux, qui s'opère actuellement en fonction d'une liste d'attente. Les règles d'attribution pourraient être conçues de façon à limiter l'accentuation de la ségrégation spatiale, en tenant compte, par exemple, de la mixité sociale existante dans certaines zones.

Remédier aux faiblesses structurelles du marché du logement irait dans le sens de l'égalité des revenus et des chances, notamment en facilitant l'accès à de meilleures écoles et l'obtention de meilleurs emplois. La déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts immobiliers et l'impôt foncier sont régressifs, tandis que l'encadrement des loyers freine la mobilité de la main-d'œuvre, surtout des personnes au revenu et au patrimoine modestes.

Maintenir l'inégalité des revenus à un bas niveau est de plus en plus difficile

Il est bien connu que la Suède est relativement égalitaire par rapport à d'autres pays. Pourtant, on observe depuis la fin des années 80 une tendance à l'accentuation de l'inégalité des revenus. Le coefficient de Gini du revenu disponible des ménages a davantage augmenté en Suède que dans tous les autres pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données et est désormais le plus élevé des pays nordiques (graphique 13). L'équité dépend d'un haut niveau d'emploi, de l'étroitesse de la fourchette des salaires et de la redistribution. La prise en compte de la valeur des services publics gratuits se traduit par une diminution considérable des indicateurs d'inégalités, mais ne change pas fondamentalement le classement de la Suède par rapport aux autres pays de l'OCDE d'après les dernières données disponibles comparables au niveau international (OECD, 2011). Les prestations sociales et des services publics largement gratuits poursuivent un double objectif de redistribution et de mutualisation des risques. Des prestations d'un montant

raisonnable et bien conçues peuvent dynamiser l'économie, mais la redistribution et la compression des écarts de salaires peuvent être contreproductives si elles affaiblissent les incitations à travailler, à prendre des risques et à investir, notamment dans l'éducation. Un système éducatif financé sur des fonds publics, des services de garde d'enfants et des politiques d'activation du marché du travail, avec un système bien conçu de recherche d'emploi et de conditionnalité, remédient en partie à ces difficultés en incitant davantage à travailler et à étudier (OECD *Economic Survey of Sweden*, 2015).

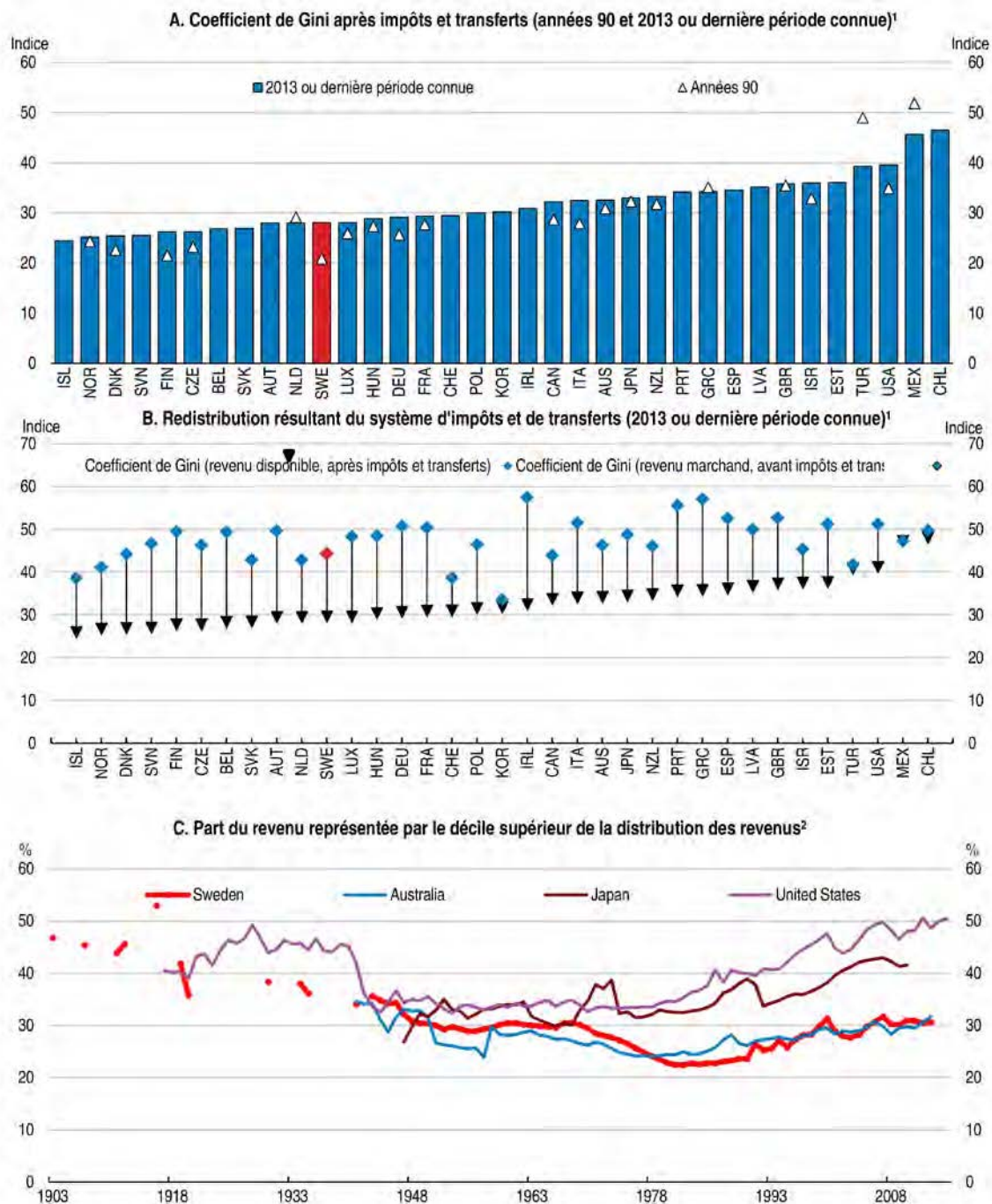
L'opportunité de réformes destinées à rendre la croissance plus inclusive, comme celles qui ont amélioré l'éducation et fait augmenter l'emploi des femmes après la deuxième guerre mondiale, a diminué au fur et à mesure que la Suède convergeait vers la frontière des meilleures politiques publiques sur plusieurs plans, tandis que les arbitrages entre efficacité et équité devenaient plus délicats (Bergh, 2011 ; Andersen and Maibom, 2016). L'expansion rapide du secteur public, les interventions directes de l'État pour maintenir en activité des secteurs en difficulté et une politique macroéconomique expansionniste ont réduit l'inégalité et favorisé l'emploi dans les années 60 et 70. Toutefois, ces politiques ont porté atteinte à la compétitivité, qui n'a pu être rétablie qu'au moyen de dévaluations répétées, et entraîné des déséquilibres macroéconomiques qui ont culminé avec la crise du début des années 90, caractérisée par un chômage de masse, une baisse du taux d'emploi de 83 % à 73 % et une montée sensible des inégalités de revenu marchand. Le système d'impôts et de transferts a cependant atténué l'accentuation des inégalités en matière de consommation et de revenu disponible des ménages (Domeij and Flodén, 2010).

Les réformes de la fin des années 90 ont contribué à interrompre le déclin économique relatif du pays, même si elles ont aussi accentué les inégalités. Les marchés de produits et du travail ont été déréglementés et la négociation collective des salaires a été énormément assouplie. Un accord conclu en 1997 entre les employeurs et les syndicats prévoyait que les hausses de salaires seraient décidées par rapport aux secteurs exportateurs, et qu'il serait possible d'ajuster les salaires au niveau local dans ce cadre coordonné. Cet accord constitue depuis la base des négociations salariales en Suède (Domeij and Flodén, 2010 ; Elvander, 2002 ; Lindbeck, 1997).

Les ravages causés par la crise des années 90 ont conduit à évaluer les effets des politiques publiques sur la répartition. Les données et les méthodes d'estimation ont été affinées et, à la suite de demandes répétées du *Riksdag*, le gouvernement a établi en 1992 le premier rapport sur la politique de répartition. À partir de 1996, ces rapports ont été publiés en annexe du budget annuel (Waldenström, 2012 ; Ministry of Finance, 2016b). En outre, depuis 2011, le Conseil de politique budgétaire est chargé d'évaluer les effets redistributifs de la politique budgétaire (Fiscal Policy Council, 2013).

La hausse du niveau de vie a été générale, mais plus lente à la base qu'au sommet. Le revenu réel médian a augmenté de 2.7 % en moyenne annuelle de 1995 à 2014. La forte hausse des revenus au point le plus haut de la distribution résulte largement de la progression de ceux du capital, tandis que la moindre hausse aux niveaux plus bas de la distribution découle en grande partie d'une augmentation des prestations sociales inférieure à celle des salaires (graphique 14, partie A et B). Les personnes sans emploi ont donc connu une érosion relative de leur niveau de vie. Pour une majorité de celles situées dans les trois déciles de revenus les plus bas, les transferts publics constituent la principale source de revenu (partie C et D). La hausse du revenu a été moins forte pour les jeunes et les seniors que pour les autres tranches d'âge. Il en a été de même pour les personnes seules, notamment les parents isolés, par rapport aux couples et pour les personnes nées à l'étranger par rapport à celles nées dans le pays. De 2005 à 2014, les revenus médians des personnes âgées de plus de 60 ans, des personnes seules et des parents isolés ont moins progressé relativement au revenu médian de l'ensemble de la population que dans la plupart des autres pays ayant des données disponibles, alors que, pour les revenus relatifs des jeunes et des personnes élevées à l'étranger, la hausse a été approximativement la même que la moyenne de l'UE (OECD *Economic Survey of Sweden*, 2015 ; Fiscal Policy Council, 2014 ; Ministry of Finance, 2015 and 2016b ; Eurostat, 2016).

Graphique 13. Les inégalités augmentent mais restent limitées

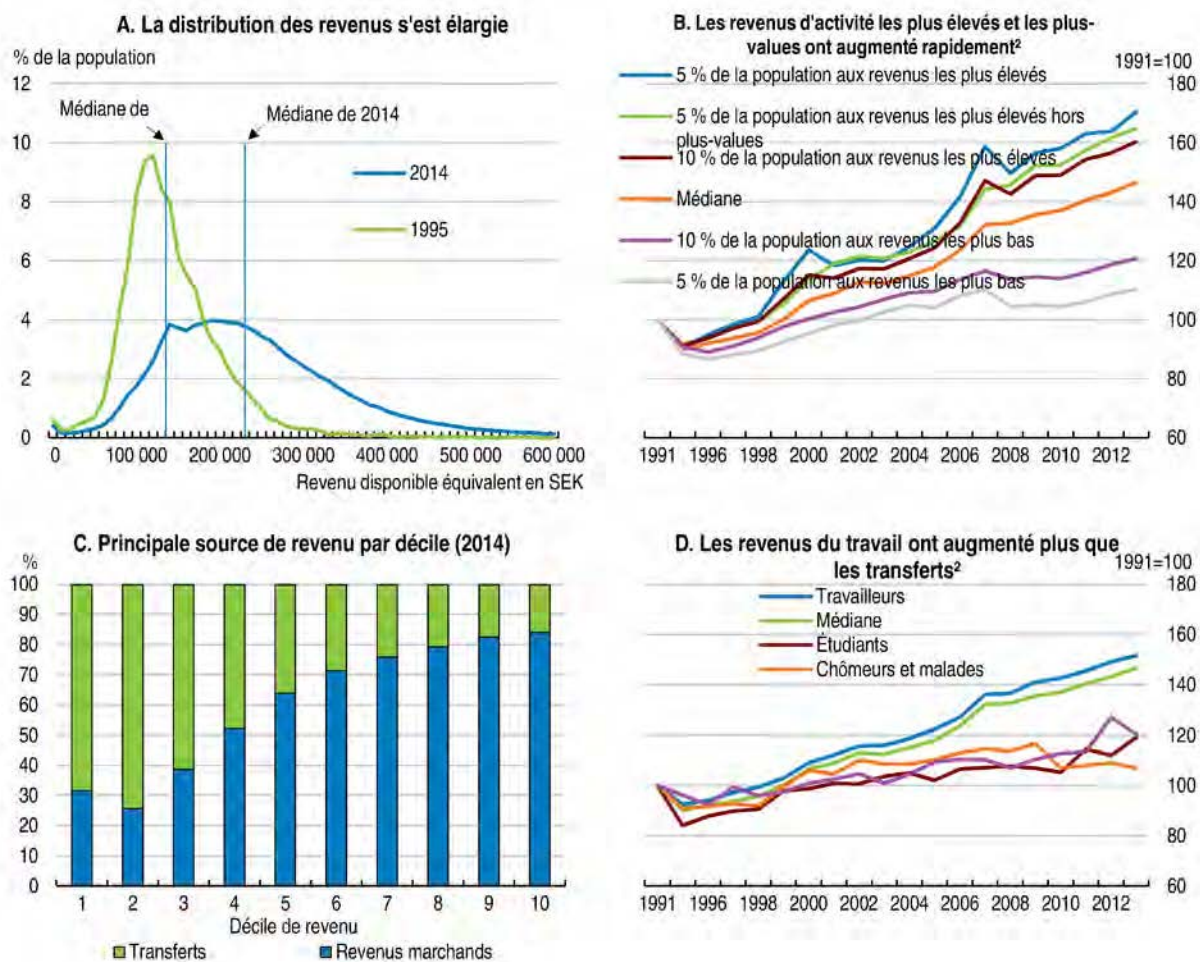


1. Le coefficient de Gini indique dans quelle mesure la distribution des revenus s'écarte de l'égalité parfaite. Le coefficient de Gini varie sur une échelle 0 (qui correspond à une égalité parfaite) à 100 (qui représente une inégalité parfaite). La « dernière période connue » fait référence à 2012, sauf pour le Canada (2011), la Corée, les États-Unis, la Finlande, Israël et les Pays-Bas (2013), ainsi que la Hongrie (2014).

2. Revenu marchand incluant les revenus du capital.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté ; base de données World Wealth and Income.

Graphique 14. La distribution des revenus s'est élargie depuis les années 90¹



1. Revenu disponible équivalent.

2. Revenu disponible équivalent médian de chaque catégorie.

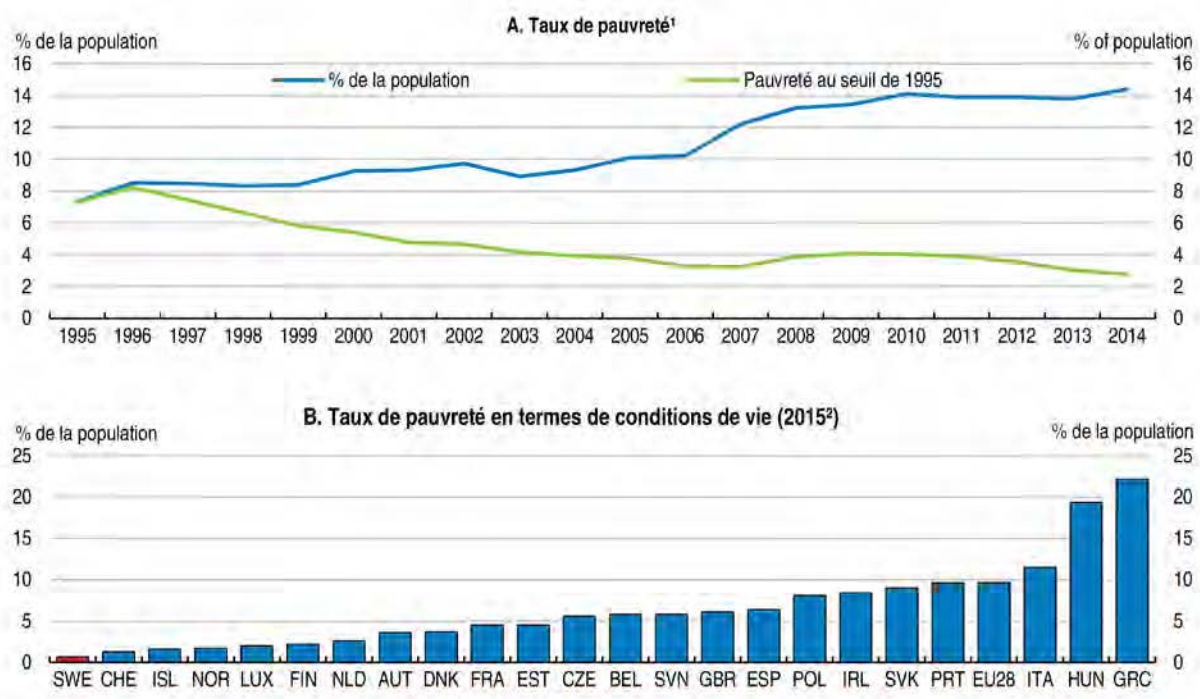
Source : Bureau central des statistiques (*Statistiska centralbyrån*) suédois, Enquête sur la distribution des revenus ; Ministère des Finances (2016b).

La pauvreté relative, mesurée par la proportion de personnes vivant avec moins de 60 % du revenu médian, évolue de façon similaire aux inégalités depuis les années 90 et les mêmes catégories sont touchées. La part de la population dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté relative a presque doublé de 1995 à 2013, passant de 7 % à 14 %. Plus de 30 % des personnes nées à l'étranger se situent en deçà du seuil de pauvreté. La proportion est identique pour les parents isolés. Toutefois, pendant la même période, les revenus de toutes les catégories ont augmenté en termes réels et l'incidence des bas niveaux de vie (pauvreté en termes de conditions de vie) est la plus faible de l'Union européenne (Ministry of Finance, 2015 and 2016b ; graphique 15).

Les prestations sociales ont été récemment majorées, notamment celles au titre de l'assurance chômage et de l'assurance maladie ainsi que diverses prestations liées aux enfants. L'impôt sur le revenu a également été modifié, avec notamment la diminution progressive du crédit d'impôt sur les revenus du travail pour les contribuables à revenu élevé. On estime que ces mesures réduisent l'inégalité et font

augmenter le revenu disponible de 1.7 % en moyenne dans le premier décile en 2016. L'amélioration des services publics, notamment en matière d'éducation, de santé et de garde d'enfants, bénéficie de façon disproportionnée aux ménages à bas revenu et aux ménages ayant à leur tête une mère isolée (Ministry of Finance, 2016b). Toutefois, depuis la crise des années 90, les principales prestations destinées aux personnes en âge de travailler ont été indexées sur l'indice des prix à la consommation, ou revalorisées ponctuellement (ISF, 2014). Il conviendrait d'envisager un régime plus systématique et transparent de revalorisation tenant compte de l'équité, des coûts budgétaires et des incitations à travailler. Celui-ci pourrait inclure une présentation dans le budget annuel des conséquences sur la redistribution de différents scénarios de revalorisation, permettant ainsi aux autorités d'être éclairées sur les conséquences de leur action ou de leur inaction.

Graphique 15. La pauvreté absolue diminue et le taux de pauvreté en termes de conditions de vie est bas



1. Le seuil de pauvreté relative est égal à 60 % du revenu d'activité médian de l'année en question. Le seuil de pauvreté de 1995 est égal à 60 % du revenu d'activité médian de 1995, corrigé par l'indice des prix à la consommation.

2. 2014 pour l'Irlande et la Suisse.

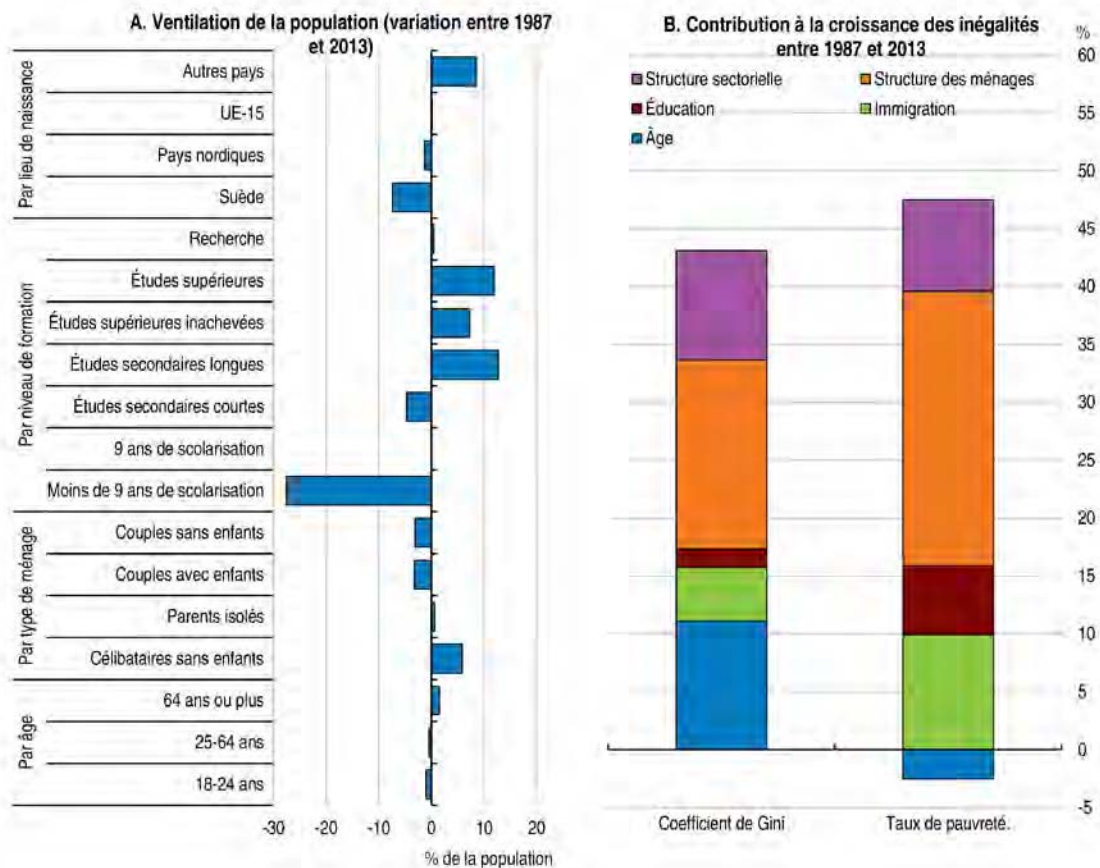
Source : Ministère des Finances (2016b) ; Base de données d'Eurostat sur le revenu et les conditions de vie.

Près de la moitié de la hausse du taux de pauvreté relative (définie comme la proportion de la population située en deçà de 60 % du revenu médian) et 40 % de la variation du coefficient de Gini du revenu disponible de 1987 à 2013 peuvent être attribués à des facteurs démographiques et structurels sans lien direct avec le niveau global de l'emploi, la distribution des salaires ou la fiscalité et les transferts. En Suède, l'évolution de la composition des ménages a probablement accentué les inégalités plus que dans la plupart des autres pays de l'OCDE (OECD, 2011) ; elle explique 16 % de la hausse du coefficient de Gini, la proportion de ménages qui ont à leur tête une personne seule ayant augmenté. Bien que la Suède soit l'un des pays de l'OCDE les moins touchés par le vieillissement de la population, il explique 11 % de l'augmentation du coefficient de Gini. L'évolution de la structure sectorielle en explique 9 % : cela résulte

surtout de la baisse de l'emploi industriel relativement bien rémunéré, de la hausse des emplois relativement mal payés dans les services d'hébergement et de restauration ainsi que de celle des emplois bien payés dans les TIC, les professions libérales et les services financiers. Ces constatations corroborent des études antérieures selon lesquelles même si la polarisation du marché du travail entraînée par la mondialisation et les changements technologiques favorisant les compétences a eu lieu en Suède, ses conséquences sont moins marquées que dans de nombreux autres pays (Goos et al., 2009 ; Eurofound, 2014 ; Adermon and Gustavsson, 2015).

En Suède, l'immigration a été importante en comparaison d'autres pays de l'OCDE, tout en ayant une plus grande composante humanitaire et de regroupement familial. Bien que la part dans la population des immigrés non originaires de l'UE soit passée de 3 % en 1987 à 12 % en 2013, l'immigration n'explique qu'à hauteur de 5 % la hausse du coefficient de Gini. Néanmoins, ces estimations ne rendent compte que de l'évolution de la composition de la population. Or, les immigrés originaires de pays non membres de l'UE sont aussi plus susceptibles d'être jeunes, peu qualifiés et célibataires, et ils ont vu leur revenu moyen diminuer considérablement par rapport à ceux d'autres groupes au cours de la période considérée. En outre, la progression de l'immigration a fait augmenter la pauvreté relative davantage que le coefficient de Gini, car les revenus des immigrés sont en général concentrés en dessous du seuil de pauvreté. L'évolution de la structure familiale, caractérisée par une augmentation du nombre de ménages dont le référent est une personne seule, contribue aussi fortement au développement de la pauvreté relative (graphique 16 ; Robling and Pareliussen, 2017).

Graphique 16. Le changement structurel a accentué les inégalités



Source : Robling et Pareliussen, (2017).

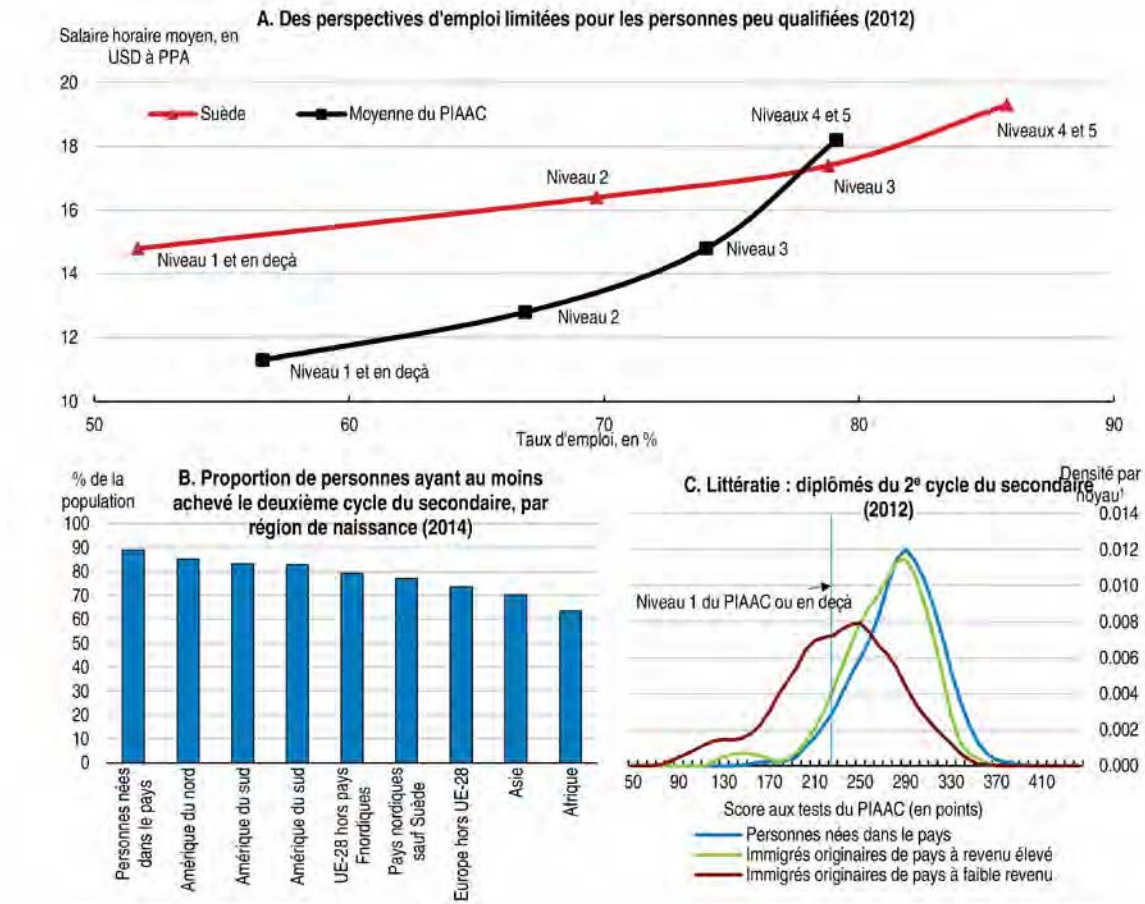
La conjonction d'une immigration à forte composante humanitaire et de regroupement familial avec la dégradation des résultats scolaires augmente l'offre de main-d'œuvre peu qualifiée, alors que la demande se porte de plus en plus sur les travailleurs hautement qualifiés. Les salaires minimums, fixés au niveau sectoriel par la négociation collective, ont un caractère obligatoire dans les secteurs qui emploient habituellement une main-d'œuvre peu qualifiée, par exemple le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration. Les travailleurs et les employeurs y sont en moyenne moins syndiqués, mais le plancher des salaires dans les branches non organisées semble être en général proche du niveau fixé par les conventions collectives. Les emplois peu qualifiés ne représentent que 5 % environ du total (OECD, 2016c). On constate que les hausses du salaire minimum dans les secteurs où il doit être appliqué excluent de l'emploi les travailleurs peu qualifiés et mal positionnés sur le marché du travail (Forsslund *et al.*, 2014 ; Eliasson and Skans, 2014).

En 2012, 13 % des suédois âgés de 16 à 64 ans ont obtenu des résultats correspondant au niveau 1 ou en deçà dans le module de littératie de l'Évaluation de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) et plus de la moitié étaient nés à l'étranger. C'est le signe de compétences très limitées en lecture et le taux d'emploi des personnes ayant un faible niveau de littératie est bas (graphique 17, partie A). La plupart des personnes nées en Suède et des immigrants venant de pays à haut revenu ont au moins un niveau scolaire de second cycle du secondaire et sont peu susceptibles d'obtenir un résultat de 1 ou moins au test de littératie de PIAAC. Les autres immigrants, en particulier ceux d'origine asiatique ou africaine, sont généralement moins qualifiés et nettement plus susceptibles d'avoir un faible niveau de littératie (graphique 17, parties B et C). L'écart de taux d'emploi entre les immigrants et les personnes nées dans le pays s'explique bien par le niveau d'éducation et de littératie des premiers (OECD *Economic Survey of Sweden*, 2015 ; Bussi and Pareliussen, 2015).

La voie choisie par la Suède pour améliorer l'employabilité des immigrants peu qualifiés a jusqu'ici consisté principalement en un dosage de deux grands instruments de politique publique: d'une part, le renforcement des compétences des immigrants et l'amélioration de la transparence sur ce point et, d'autre part, l'abaissement temporaire du coût de recrutement au moyen de subventions sur les salaires (OECD, 2016c). En Suède, les frais de scolarité ont été récemment réduits pour les immigrants et davantage de ressources ont été affectées à la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger. En outre, le gouvernement a l'intention de faciliter l'accès des nouveaux immigrants à la formation et à l'apprentissage (Ministry of Finance, 2016c).

La participation au programme d'accueil sur deux ans, qui comporte des cours de langue et d'autres activités représentant la première étape de mise à niveau, n'a généralement lieu qu'au terme de plusieurs procédures administratives, notamment l'obtention d'un permis de résidence et d'une adresse permanente. La vague d'immigration des années 2014 et 2015 a entraîné des retards dans le traitement des demandes d'asile et la délivrance des permis de résidence ; l'obtention d'un logement et d'un numéro de sécurité sociale prend aussi du temps. La nouvelle approche, plus collaborative, du projet pilote « Points de rencontre et informations » a raccourci la procédure d'installation de quatre semaines, ce qui a permis de faire des économies et de donner plus satisfaction aux immigrants et une meilleure maîtrise. Cette méthode est employée dans le reste du pays à partir de cette année (Swedish Social Insurance Agency, 2016 ; Ministry of Employment, 2016). Le projet illustre les avantages importants qui peuvent résulter d'une réduction des goulets d'étranglement dans le but d'accélérer la procédure de demande d'asile et d'installation. De nombreuses réformes destinées à améliorer le capital humain des immigrants et leur situation sur le marché du travail ont été mises en œuvre ces dernières années. Il est encore trop tôt pour quantifier les effets de nombre d'entre elles, mais une réforme majeure de 2010, confiant la responsabilité de l'intégration des immigrants au service public de l'emploi (SPE), a amélioré sensiblement leur situation en termes d'emploi et de revenus d'activité (Andersson Joona *et al.*, 2016).

Graphique 17. La demande de travailleurs peu qualifiés est faible alors que l'offre augmente



En Suède, les enfants d'immigrés, en particulier ceux qui sont nés dans le pays, réussissent mieux que dans d'autres pays européens membres de l'OCDE, alors même que les immigrants adultes rencontrent des difficultés. Toutefois, la délicate intégration de leurs parents au marché du travail ainsi que la ségrégation résidentielle et scolaire limitent les possibilités des enfants d'immigrés comparativement aux suédois de souche (OECD, 2016c). Le système éducatif a un rôle important à jouer pour mettre sur le même plan les enfants issus de milieux familiaux différents et leur offrir les mêmes chances. La tendance à la dégradation des résultats observée dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) a été inversée en 2015, mais l'influence du milieu socioéconomique s'est accentuée. Les variations plus marquées entre établissements scolaires tiennent à la fois au milieu d'origine des élèves et à la mixité socioéconomique moyenne de chaque établissement. Les variations entre établissements semblent surtout déterminées par la ségrégation résidentielle et, dans une mesure limitée, par l'introduction du choix des écoles et la création d'établissements indépendants dans les années 90. Le gouvernement a agi de façon appropriée pour corriger les déficiences du système scolaire en affectant plus de moyens aux écoles ayant des résultats médiocres, en renforçant les interventions précoces en faveur des élèves en difficulté et en formant davantage d'enseignants pour répondre à des besoins spécifiques ; il reste cependant confronté à

une pénurie d'enseignants qualifiés (*OECD Economic Survey of Sweden, 2015* ; SNAE, 2016 ; Böhlmark *et al.*, 2015 ; Holmlund *et al.*, 2016 ; Ministry of Finance, 2016c).

Le niveau d'emploi des immigrés et leur intégration à la population active dépendent aussi des coûts de main-d'œuvre, qui ont été allégés au moyen de mesures fiscales et de subventions sur les salaires. L'abattement à la base de l'impôt sur le revenu et le crédit d'impôt au titre des revenus du travail incitent les petits salariés à l'activité. Les subventions sur les salaires prennent des formes multiples, mais, pour les rendre plus efficaces, il faudra les fusionner ou les harmoniser, ce qui permettra une meilleure supervision et une réduction de la charge administrative qu'elles imposent aux employeurs et au personnel du service public de l'emploi (OECD, 2016c). Le coût budgétaire de ces mesures fiscales et de ces subventions limite la possibilité de les augmenter. Les acteurs du marché du travail devraient aussi envisager un abaissement des salaires d'embauche, couplé à une meilleure rémunération de l'expérience professionnelle, car cela abaisserait le seuil d'entrée tout en préservant le niveau de revenu pendant toute la durée de la vie professionnelle (Labour Market Economic Council, 2016).

Outre les coûts de main-d'œuvre, la flexibilité du marché du travail est un facteur important de la décision de recruter. En Suède, la législation sur la protection de l'emploi est très stricte pour les contrats de travail réguliers malgré une protection sociale généreuse ; elle prévoit de lourdes procédures de préavis pour les licenciements individuels, une réglementation stricte de l'ordre de priorité des licenciements collectifs, une définition relativement large des licenciements abusifs et un dédommagement substantiel en ce cas. Une plus grande flexibilité des contrats réguliers peut sensiblement favoriser la transition du chômage à l'emploi dans les pays comme la Suède où les politiques d'activation du marché du travail sont bien conçues. En général, les avantages d'une flexibilité accrue l'emportent largement sur ses coûts sur le plan de la transition vers le chômage, mais ces derniers se matérialisent rapidement et sont généralement supportés par les personnes intégrées au marché du travail. Les effets négatifs à court terme d'une réforme de la législation sur la protection du travail sont moindres et de plus courte durée si la réforme a lieu dans une économie en expansion et si la proportion de salariés ayant des contrats à durée déterminée est élevée (*OECD Economic Survey of Sweden, 2015* ; Cournède *et al.*, 2016 ; OECD, 2016e). En Suède, les conventions collectives offrent une certaine souplesse et pourraient également jouer un rôle élargi en matière d'ajustement des compétences et de formation.

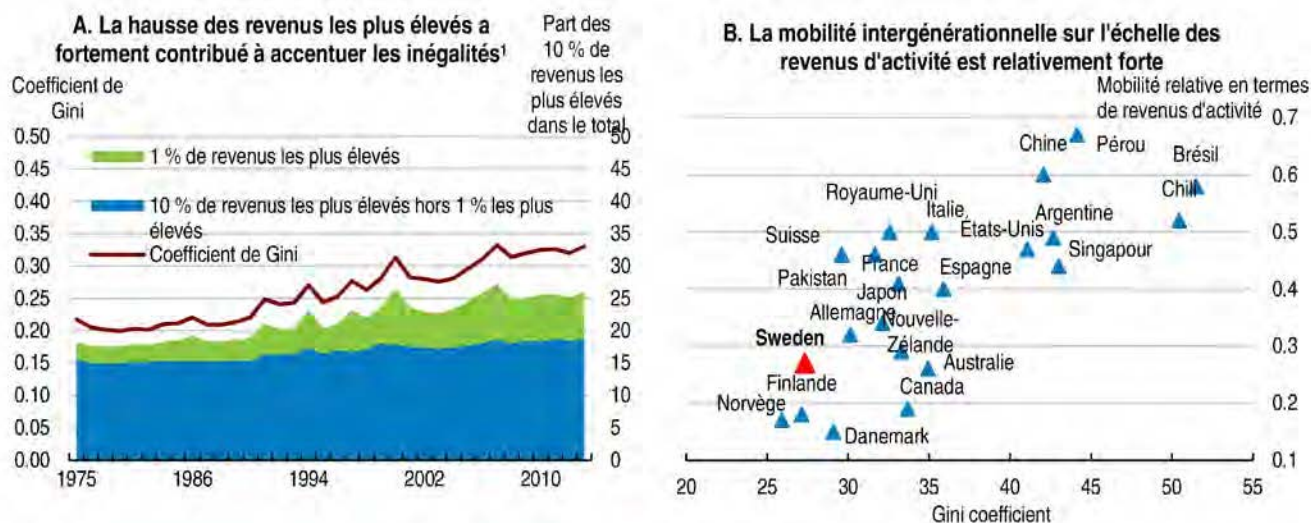
Une bonne part de l'accentuation de l'inégalité constatée au cours des dernières décennies a résulté d'une hausse des revenus au point le plus élevé de la distribution (graphique 18, partie A). Celle-ci s'explique surtout par la concrétisation de plus-values liées à la montée des prix des actifs jusqu'en 2006 (Roine and Waldenström, 2012 and 2015), tandis que les dividendes ont progressé rapidement après l'adoption la même année d'une réforme fiscale qui a augmenté la possibilité et l'intérêt de les substituer aux revenus. Outre qu'il influe sur l'inégalité des revenus, le patrimoine a de l'importance pour l'égalité des chances. Alors que la mobilité des revenus est en général élevée (partie B), les revenus relatifs des pères déterminent 90 % des revenus des fils dans les 0.1 % supérieurs, largement du fait des revenus du capital, et la mobilité entre les 75 % inférieurs et les 0.1 % supérieurs est pratiquement nulle (Björklund *et al.*, 2012a and 2012b).

Les chiffres officiels laissent penser que la concentration des patrimoines n'a que légèrement augmenté après s'être stabilisée au début des années 80. Toutefois, selon des estimations basées sur la non-concordance de comptes financiers, la part des 1 % de patrimoines les plus importants pourrait avoir plus que doublé de 1975 à 2006. Les avoirs détenus à l'étranger, déclarés et non déclarés, sont substantiels au sommet de la distribution des revenus (Roine and Waldenström, 2009).

Sachant que les revenus du capital expliquent en grande partie la montée des inégalités de revenu en Suède, la décision prise en 2007, l'année où a été supprimé l'impôt sur la fortune, de cesser d'établir des

statistiques sur les patrimoines est regrettable. Il serait souhaitable de reprendre la collecte de ces statistiques.

Graphique 18. La mobilité intergénérationnelle reste forte malgré la hausse des revenus les plus élevés



1. Revenu disponible des ménages incluant les plus-values réalisées.

Source : Bureau central des statistiques (*Statistiska centralbyrån*) suédois ; Corak, 2016.

Une plus grande égalité entre hommes et femmes serait favorable à l'économie et au bien-être

La Suède, comme les autres pays nordiques, se situe au plus haut dans les classements internationaux de l'égalité entre hommes et femmes. Elle occupe la première place du classement fondé sur dans l'Indice d'égalité de genre de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2015), la quatrième au regard de l'Indice mondial des disparités entre hommes et femmes du Forum économique mondial (2016) et la sixième dans le classement établi à partir de l'Indice d'inégalité de genre du Programme des Nations unies pour le développement (205). Dans l'OCDE, la Suède est troisième pour le taux d'emploi des femmes et avant-dernière pour l'écart de taux d'emploi entre hommes et femmes (graphique 19). Afin de promouvoir une plus grande égalité sur ce plan, le *Riksdag* a décidé que les femmes et les hommes devraient avoir la même capacité à influencer sur la société et à maîtriser leurs vies. Dans cet esprit, il a fixé quatre objectifs intermédiaires: égalité de pouvoir et d'influence ; égalité économique ; égalité dans la répartition des tâches ménagères non rémunérées et des soins ; arrêt des violences des hommes contre les femmes (MHSA, 2015). En outre, le gouvernement a récemment mis sur pied une agence pour l'égalité entre hommes et femmes afin de réduire le morcellement administratif et de donner plus d'efficacité aux mesures en faveur de cette égalité. Dans le cadre de la lutte contre les inégalités entre hommes et femmes, les pouvoirs publics devraient également prêter attention au fait que la situation des hommes laisse à désirer dans certains domaines, notamment à leur sous-représentation dans certaines professions traditionnellement dominées par les femmes où les possibilités d'emploi augmentent (telles que l'enseignement ou les services sociaux), et à leur manque de réussite scolaire.

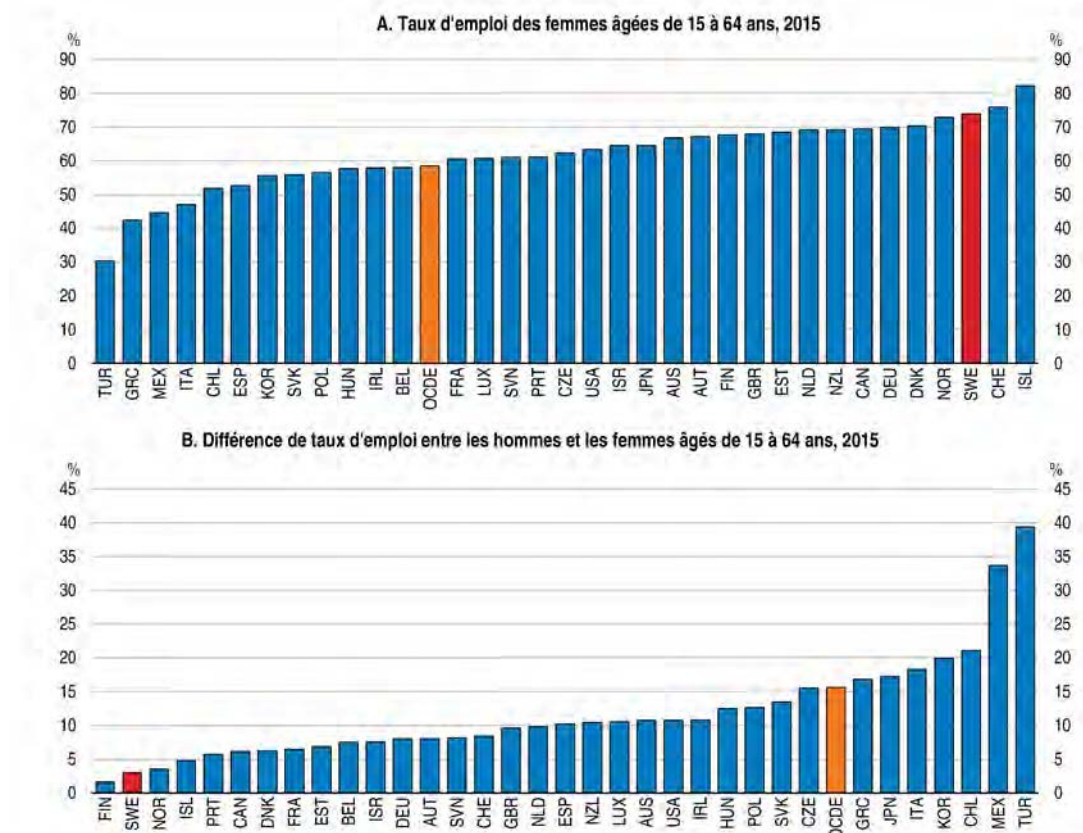
L'égalité hommes-femmes est corrélée positivement au PIB par habitant et négativement à l'inégalité des revenus (Gonzales *et al.*, 2015). Le rapport de causalité entre le niveau de revenu et l'égalité hommes-femmes va dans les deux sens (Duflo, 2012). D'une part, un revenu et un niveau de vie élevés donnent plus de possibilités aux femmes, notamment un meilleur accès à la santé et à l'éducation. En général, un haut niveau de développement va de pair avec davantage de droits économiques et politiques ainsi que de possibilités pour tous, et en particulier pour les femmes. D'autre part, l'égalité entre hommes et femmes

favorise la croissance économique de plusieurs manières. Dans les pays de l'OCDE, la réduction de l'inégalité en matière d'éducation a eu un effet positif significatif sur la croissance du PIB par habitant pendant la période 1960-2008 (Thévenon and Salvi Del Pero, 2015). En Suède, le niveau d'instruction des femmes est désormais supérieur à celui des hommes (Salvi del Pero and Bytchkova, 2013).

En Suède, l'incidence des inégalités entre hommes et femmes sur la croissance économique est surtout due à la différence de taux d'activité et aux possibilités de carrière inférieures des femmes. Augmenter encore le taux d'activité des femmes ferait progresser le niveau de la production. Selon des simulations basées sur des scénarios de croissance à long terme de l'OCDE, une diminution de moitié de l'écart de taux d'activité entre hommes et femmes à l'horizon de 2030 élèverait de 2.3 % le PIB de la Suède à cette date. L'éliminer complètement ajouterait 4.6 % au PIB (OECD, 2012b). De plus en plus de données internationales au niveau des entreprises montrent que la diversité sur ce plan s'accompagne aussi d'un surcroît d'innovation et de rentabilité (Catalyst, 2011 ; Curtis *et al.*, 2012 ; Hunt *et al.*, 2015 ; Noland *et al.*, 2016). En outre, un taux d'activité important des femmes et de faibles écarts de salaires entre hommes et femmes réduisent l'inégalité globale des revenus.

Les éléments suivants ont grandement contribué à l'intégration des femmes au marché du travail : l'imposition individuelle limite relativement le prélèvement fiscal sur le second apporteur de revenu (graphique 20, partie A) ; la sécurité sociale repose sur l'assurance individuelle ; l'accessibilité financière des services de garde d'enfants et le dispositif de congé parental favorisent aussi l'emploi des femmes, sachant que la Suède est un des pays de l'OCDE où les coûts nets de garde d'enfants sont les plus faibles (graphique 20, partie B).

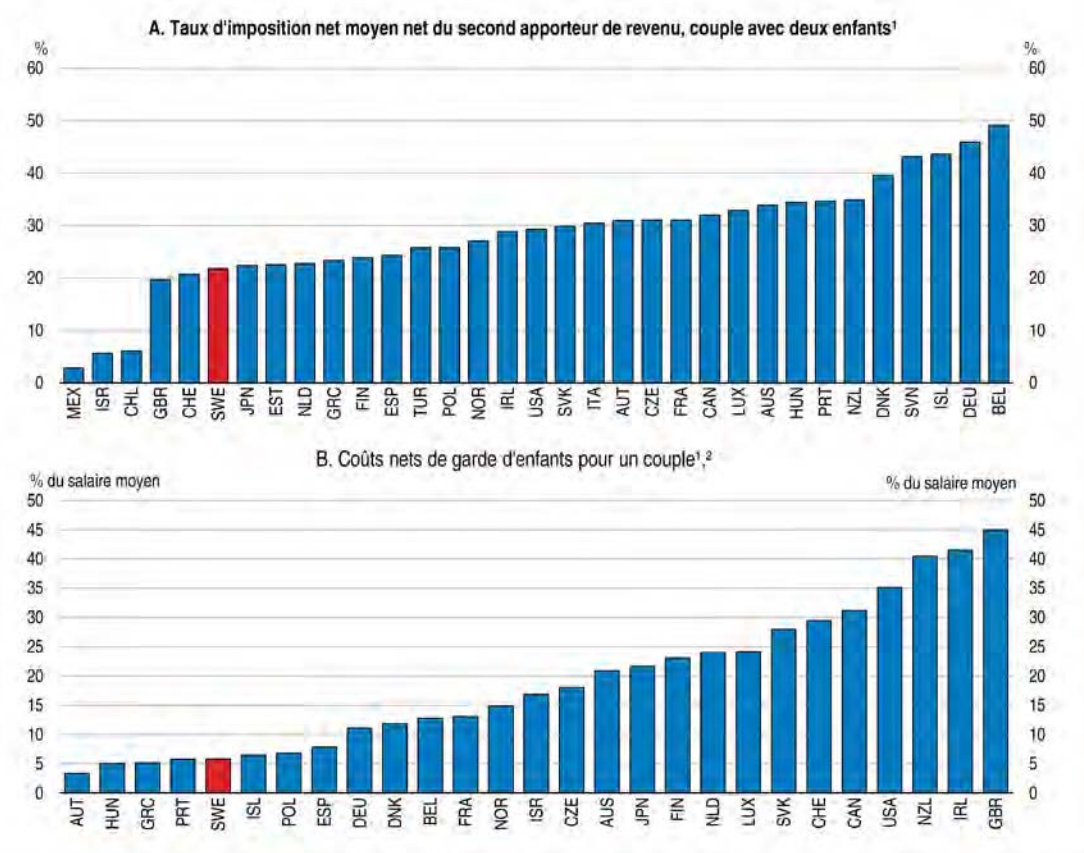
Graphique 19. Le taux d'emploi des Suédoises est élevé



Source : Statistiques de l'OCDE sur la population active.

En Suède, rehausser le taux d'emploi des femmes nées à l'étranger, pour le rapprocher du taux d'emploi élevé de celles qui sont nées en Suède, représente un défi spécifique. L'écart de taux d'emploi entre les femmes nées en Suède et celles nées à l'étranger est de 18 points contre 11 pour les hommes. Les femmes âgées de 20 à 64 ans ayant un niveau d'éducation inférieur au secondaire et nées en Asie ou en Afrique avaient en 2015 un taux d'emploi de seulement 33 %, alors même que leur taux d'activité dépassait 50 % (Fiscal Policy Council, 2016). Un problème particulier se pose: de nombreuses femmes se retirent du marché du travail au terme du programme d'accueil. Un an après l'avoir achevé, près d'une sur cinq n'est ni employée, ni scolarisée ni en formation (NEET), ni même enregistrée par le service public de l'emploi. La proportion de NEET atteint près de 27 % parmi les femmes arrivées en Suède après l'âge de 15 ans, au lieu de quelque 16 % pour les hommes dans la même situation et de 11 % pour les femmes nées en Suède de parents qui y sont également nés. En juillet 2016, le gouvernement a annoncé un nouveau programme de lutte contre la ségrégation qui demande notamment au service public de l'emploi de prendre des mesures de nature à élever le taux d'emploi des femmes nées à l'étranger (Swedish Government, 2016). Il est essentiel de prendre contact avec elles de façon systématique quand le programme d'accueil se termine pour les empêcher de s'éloigner du marché du travail (OECD, 2016c).

Graphique 20. L'imposition du second apporteur de revenu et les coûts de garde d'enfant sont faibles
2012



1. Le premier apporteur de revenu gagne 100 % du salaire moyen et le second 67 %.

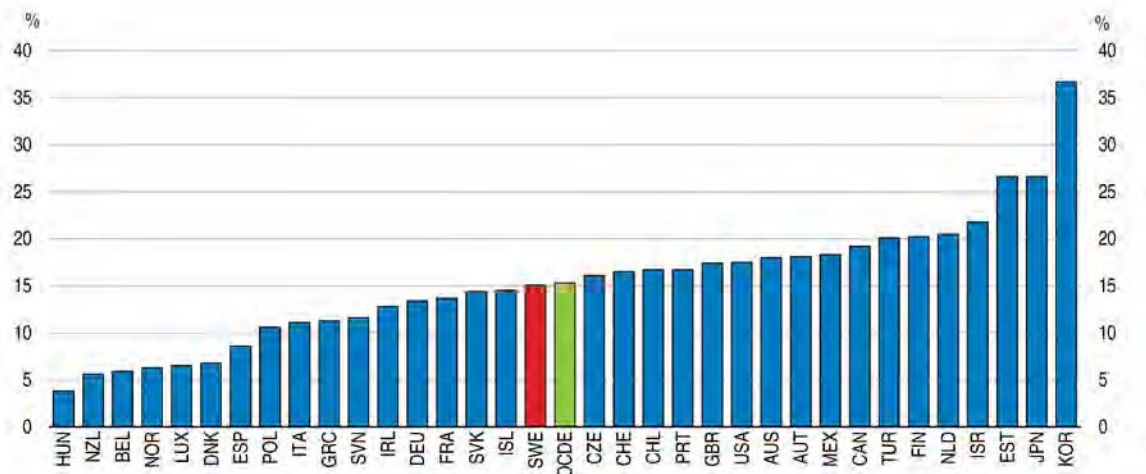
2. Pour des enfants âgés de 2 et 3 ans. Dans un certain nombre de pays, les informations disponibles sur ces coûts concernent une région ou une commune particulière : c'est le cas pour l'Allemagne (Hambourg), l'Autriche (Vienne), la Belgique (Wallonie), le Canada (Ontario), les États-Unis (Michigan), la Finlande (Helsinki), l'Islande (Reykjavík), le Japon (Tokyo), la Pologne (Varsovie), le Royaume-Uni (Angleterre) et la Suisse (Zürich).

Sources : OCDE (2016), *Les impôts sur les salaires 2016* ; Modèles impôts-prestations de l'OCDE.

Près de 20 % des Suédoises travaillent à temps partiel, dont plus de la moitié souhaiteraient travailler plus longtemps, mais elles se trouvent souvent dans des secteurs où ce type d'emploi domine. Alors que l'élimination de l'écart de taux d'activité entre hommes et femmes ferait augmenter la population active de 3.4 % à l'horizon de 2030, la convergence en équivalent temps plein accroîtrait l'intrant de main-d'œuvre de près de 10 %. Le désavantage du temps partiel sur le plan du salaire, de la sécurité de l'emploi, de la formation et des promotions est relativement limité en Suède (OECD, 2010). Toutefois, en matière de salaire, il s'aggrave en fonction du niveau. Il est inférieur à 10 % (15 %) pour les femmes (les hommes) au niveau du salaire médian, mais atteint près de 20 % (30 %) dans le décile le plus élevé (Wahlberg, 2008). Le travail à temps partiel se traduit également par des droits à la retraite plus modestes et contribue à l'écart de revenu entre les sexes parmi les personnes âgées.

En Suède, l'écart de salaire entre hommes et femmes est du même ordre que la moyenne de l'OCDE (graphique 21). Il résulte en grande partie de différences en matière d'âge, d'éducation, de profession, de secteur et de nombre d'heures ouvrées. Ajusté de ces différences, il ressortait à 4.6 % en 2015 (Swedish National Mediation Office, 2016). L'écart non ajusté a diminué de 3.8 points de 2005 à 2015, alors que l'écart ajusté a diminué de 2.2 points. Malgré cette évolution, deux constatations indiquent la persistance de l'inégalité entre hommes et femmes. En premier lieu, les salaires tendent à être plus bas dans les professions ayant une proportion élevée de femmes que dans celles dominées par les hommes. C'est peut-être parce que dans certains secteurs où les femmes sont le plus représentées, notamment les services sociaux ainsi que le commerce de gros et de détail, la productivité est moindre que dans les secteurs dominés par les hommes. Améliorer la productivité des secteurs à bas salaires permettrait donc de réduire l'écart de salaire entre hommes et femmes. Une hausse des salaires pourrait aussi attirer davantage d'hommes dans les secteurs dominés par les femmes, ce qui atténuerait la ségrégation de l'emploi. L'infériorité des salaires dans les professions dominées par les femmes pourrait aussi découler d'une sous-évaluation de leur travail (Bettio and Verashchagina, 2009 ; Levanon *et al.*, 2009). En second lieu, l'écart de salaire entre hommes et femmes tend à augmenter parallèlement au niveau de salaire et est particulièrement marqué dans les percentiles supérieurs de la distribution, ce qui semble indiquer l'existence d'un plafond de verre pour les femmes (Albrecht *et al.*, 2015).

Graphique 21. L'écart de salaire entre hommes et femmes est proche de la moyenne¹ de l'OCDE
2014 ou dernière année connue



1. On définit l'écart de salaires hommes-femmes comme la différence entre les salaires médians des hommes et des femmes divisée par le salaire médian des hommes.

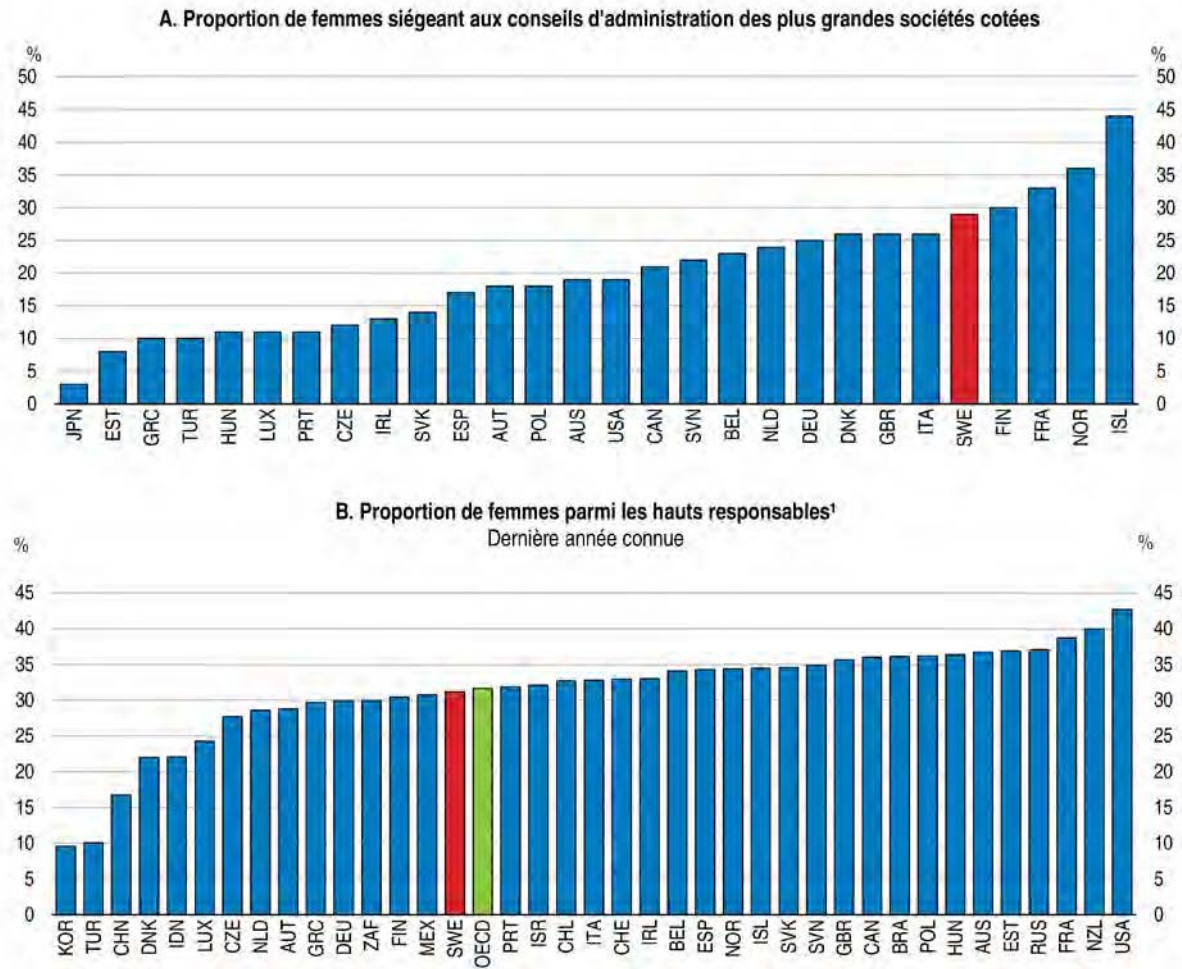
Source : Base de données de l'OCDE sur l'emploi.

La Suède a presque atteint la parité hommes-femmes dans la représentation politique, mais les progrès sont plus lents dans le secteur des entreprises. La proportion de femmes dans les conseils d'administration des grandes sociétés cotées est inférieure à un tiers, même s'il s'agit de l'une des plus élevées des pays de l'OCDE (graphique 22, partie A). Le gouvernement avait envisagé de soumettre en 2017 au *Riksdag* un projet de loi prévoyant qu'au moins 40 % des membres des conseils des sociétés cotées soient des femmes. En cas de non-respect, les entreprises auraient pu se voir infliger une amende d'un montant pouvant aller jusqu'à cinq millions de couronnes (quelque 600 000 USD). Mais ce projet a été abandonné car il est apparu qu'il serait difficile de susciter l'adhésion nécessaire au parlement. Malgré les avantages économiques et sociétaux d'une plus grande égalité des genres, les quotas présentent certains inconvénients. Idéalement, les entreprises devraient être autorisées à choisir librement le meilleur(e) candidat(e) à un poste uniquement sur la base de la compétence. On soutient parfois que des objectifs sont préférables à des quotas contraignants, car ils incitent les entreprises à évoluer vers l'égalité hommes-femmes tout en leur laissant assez de flexibilité pour éviter les décisions sous-optimales dans la gestion des ressources humaines (OECD, 2016f). L'existence de quotas applicables aux conseils des sociétés pourrait aussi occulter la persistance d'une inégalité de pouvoirs entre hommes et femmes, puisque les secondes continuent à être sous-représentées dans les postes de direction. C'est pourquoi on préconise parfois la fixation d'objectifs plutôt que de quotas contraignants. Toutefois, la persistance d'influences culturelles et de préférences implicites dans le choix de candidat(e) justifie l'imposition de quotas par sexe, au moins à titre temporaire (Duflo, 2012). La Norvège l'a fait avec succès en 2003. L'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Islande et l'Italie ont commencé à appliquer des règles similaires, bien que les sanctions en cas de non-conformité soient moins sévères qu'en Norvège.

Malgré leur haut niveau d'instruction, les femmes sont sous-représentées dans l'encadrement supérieur, même si la proportion de quelque 30 % constatée en Suède est proche de la moyenne de l'OCDE (partie B). Cette sous-représentation justifie une attention particulière, non seulement au niveau de l'équité, mais aussi parce que les femmes occupant des postes de direction semblent influencer plus sur la performance des entreprises que les femmes membres de conseils d'administration (Noland *et al.*, 2016).

En Suède, le congé parental se caractérise à la fois par une durée relativement longue et par un taux de remplacement élevé (graphique 23, partie A). On lui reconnaît le mérite d'avoir fait augmenter le taux d'activité des femmes, favorisé la prise en charge des enfants par les hommes, encouragé la fécondité et conforté le bien-être des enfants (Ferrarini and Duvander, 2010). Les parents présents sur le marché du travail ont droit à une indemnité représentant 78 % de leur rémunération antérieure jusqu'à un plafond relativement élevé, pendant un maximum de 13 mois, et peuvent partager le congé comme ils le souhaitent, à l'exception d'une part réservée à chacun d'entre eux qui est passée de deux à trois mois en 2016 (partie B). Les femmes prennent 75 % des congés parentaux, mais le « quota des pères » a fait doubler le nombre de jours de congé parental pris par ces derniers (OECD, 2016g). Une division plus égale des congés parentaux serait bénéfique dans de nombreux domaines. De longs congés sont préjudiciables aux carrières (Evertsson and Duvander, 2011 ; Thévenon and Solaz, 2013). Ils risquent d'éroder le capital humain du fait de l'expérience perdue, de la dépréciation des compétences pendant sa durée et d'un moindre investissement dans la poursuite d'une carrière. Ils peuvent être interprétés comme le signe d'un affaiblissement de l'engagement professionnel. Il peut aussi arriver que les employeurs discriminent les femmes en âge de procréer parce qu'elles sont plus susceptibles de prendre un congé parental (Johansson, 2010). En outre, les pères qui le prennent tendent à s'occuper davantage de l'enfant par la suite. Un meilleur partage des congés parentaux peut se traduire par un meilleur partage de la prise en charge des enfants et des tâches non rémunérées sur le long terme, ce qui peut faciliter l'évolution de carrière des femmes. L'investissement des pères dans la prise en charge des enfants s'accompagne d'une amélioration de leur développement cognitif et de leur bien-être (Huerta *et al.*, 2013). Le gouvernement pourrait donc augmenter la part du congé parental réservée à chacun des parents.

Graphique 22. Moins d'un tiers des membres des conseils d'administration d'entreprises sont des femmes



1. Correspond ici à la catégorie 1 de la Classification internationale type des professions (CITP), qui regroupe les membres de l'exécutif et des corps législatifs, les cadres supérieurs de l'administration publique, ainsi que les dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise.

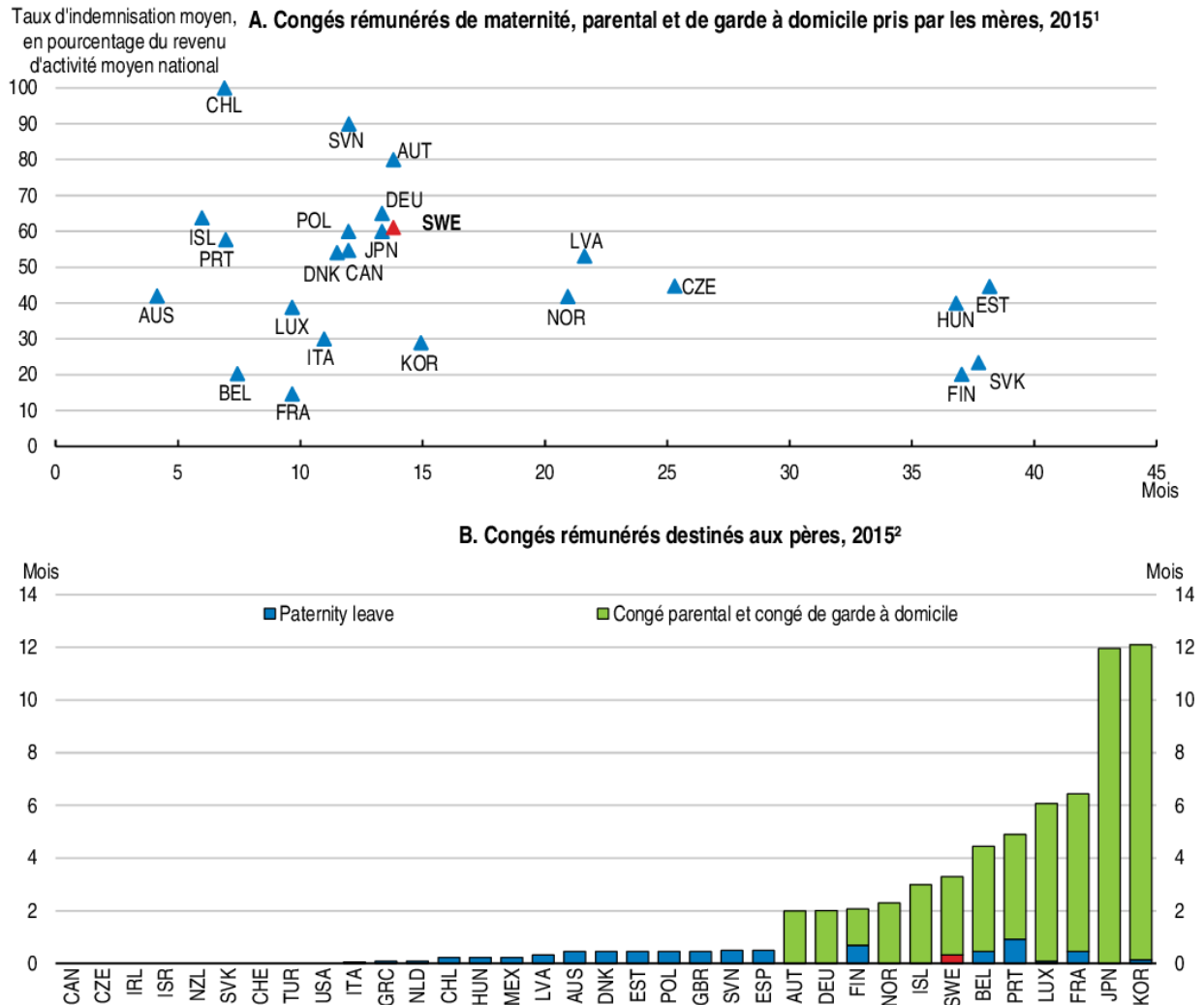
Source : Base de données de l'OCDE sur l'emploi ; Organisation internationale du travail (OIT), Base de données des Indicateurs clés du marché du travail.

Le bénéfice de plein droit à la prestation minimum de congé parental s'applique pour les enfants jusqu'à l'âge de sept ans. Il est rarement utilisé par les suédois de souche lorsque les enfants ont plus de trois ans, mais l'est davantage par les femmes immigrées, ce qui aggrave le désavantage d'apprentissage de la langue suédoise par leurs enfants qui ne sont pas présents dans les structures d'éducation et de garde de la petite enfance (Swedish Government, 2016b).

Les femmes sont sous-représentées dans de nombreuses professions très productives, bien rémunérées et influentes ; elles représentent moins de 30 % des salariés du secteur de l'information et de la communication et seulement un peu plus de 40 % des professions libérales, des scientifiques et des techniciens. En revanche, elles sont surreprésentées dans les secteurs peu productifs et mal rémunérés. Elles représentent 80 % du personnel du secteur de la santé et du secteur social ainsi que plus de 70 % de celui de l'éducation (graphique 24). La répartition professionnelle des hommes et de femmes correspond aux choix en matière d'éducation. Les femmes ne représentent qu'à peu près un quart des ingénieurs et des informaticiens diplômés, mais plus de 80 % des diplômés en matière d'éducation, de santé et de protection sociale (graphique 25). Ces choix sont déterminés par les préférences, mais aussi influencés par les normes

sociales. L'internalisation de celles-ci, en partie inconsciente, peut aussi être due à l'impression qu'il existe des obstacles pour accéder à une profession. La Suède, comme plusieurs autres pays européens, a conçu des programmes de formation destinés à atténuer la ségrégation dans l'emploi. Ils ciblent en général les filles, mais il conviendrait aussi d'encourager les garçons à exercer des professions traditionnellement dominées par les femmes (Bettio and Verashchagina, 2009).

Graphique 23. Les congés parentaux sont relativement généreux

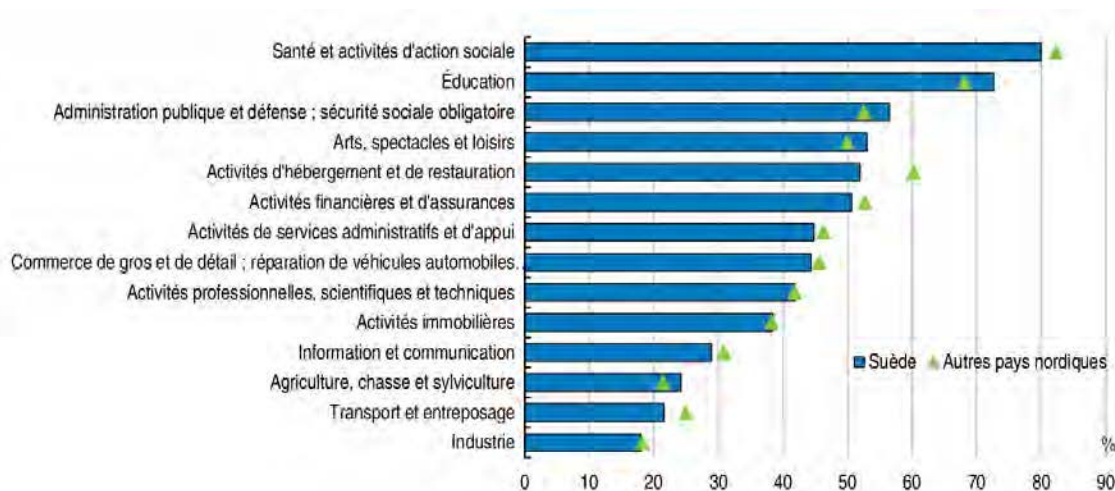


1. Les pays où il n'existe pas de congé rémunéré de garde à domicile ne sont pas représentés 2016 pour la Suède.
2. 2016 pour la Suède.

Source : Base de données de l'OCDE sur la famille.

Figure 24. La ségrégation hommes-femmes est forte en matière de professions

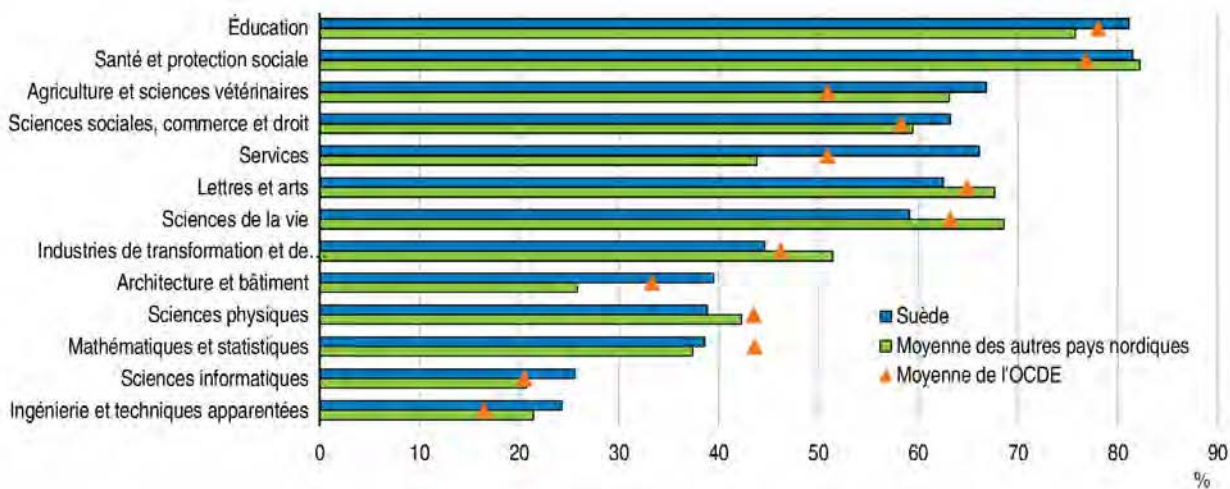
Proportion de femmes dans les principaux secteurs d'activités, 2015



Source : Statistiques de l'OCDE sur la population active.

Graphique 25. Les choix en matière d'éducation varient considérablement selon le sexe

Proportion de femmes parmi les diplômés selon le domaine d'études, 2014¹



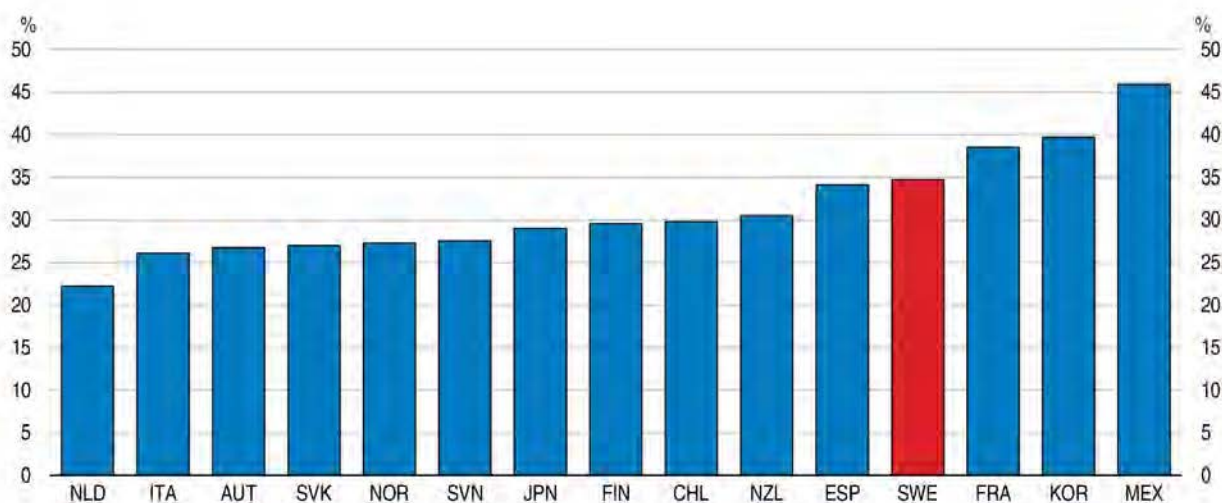
1. Niveau d'éducation : ensemble de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire les niveaux 5 à 8 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE). 2013 pour la moyenne OCDE et pour les domaines d'études classés après les sciences de la vie.

Source : Regards sur l'éducation de l'OCDE.

L'entrepreneuriat féminin se développe plus rapidement en Suède que dans l'ensemble de l'OCDE, mais un peu plus d'un tiers seulement des entreprises individuelles sont possédées par des femmes (graphique 26). Si les tendances actuelles se poursuivent, la parité entrepreneuriale ne sera atteinte que vers 2050 (Piacentini, 2013 ; Swedish Agency for Economic and Regional Growth, 2015a). Les pouvoirs publics favorisent depuis des années l'entrepreneuriat des femmes au moyen de programmes de développement personnel qui comprennent des services de conseil, de coaching, de mentorat, de mise en réseau et de formation. L'action la plus récente est le lancement de la stratégie nationale de promotion

professionnelle sur un pied d'égalité (à destination des femmes, des jeunes et des personnes nées à l'étranger), qui couvre la période 2015-20 (Swedish Agency for Economic and Regional Growth, 2015b). La promotion professionnelle, centrée traditionnellement sur des secteurs comme l'industrie manufacturière où les femmes sont sous-représentées, doit se développer dans le secteur des services. Une coopération plus étroite entre les établissements d'enseignement, les associations professionnelles, les groupes représentant la société civile et la communauté des affaires pourrait encourager davantage de filles à étudier les sciences, la technologie, les disciplines d'ingénieur et les mathématiques (OECD, 2015c).

Graphique 26. Un tiers seulement des entreprises individuelles appartiennent à des femmes
Dernière année connue



Source : Base de données de l'OCDE sur l'entrepreneuriat.

BIBLIOGRAPHIE

- Adalet McGowan, M. and D. Andrews (2015), "Labour market mismatch and labour productivity: Evidence from PIAAC data", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1209, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/5js1pzx1r2kb-en>
- Adermon, A. and M. Gustavsson (2015), "Job polarization and task-biased technological change: Evidence from Sweden, 1975–2005", *The Scandinavian Journal of Economics*, Vol. 117, No. 3.
- Albrecht, J., P. Skogman Thoursie and S. Vroman (2015), "Parental leave and the glass ceiling in Sweden", *IFAU (Institute for Evaluation of Labour Market and Education Policy) Working Paper Series*, 2015:4, Uppsala.
- Alfelt, G., B. Lagerwall and D. Ölcer (2015), "An analysis of the debt-to-income limit as policy measure", *Economic Commentaries*, No. 8, 2015, Riksbank, Stockholm.
- Andersen, T. and J. Maibom (2016), "The big trade-off between efficiency and equity - is it there?", *Centre for Economic Policy Research*, London.
- Andersson Joona, P. *et al.* (2016), "Reforming the Integration of Refugees: The Swedish Experience", *IZA Discussion Paper*, No. 10307, Bonn.
- Apel, M., H. Armelius and C. Claussen (2016), "Price index for the inflation target", *Economic Commentaries*, No. 2, 2016, Riksbank, Stockholm.
- Benes, J., D. Laxton and J. Mongardini (2016), "Mitigating the deadly embrace in financial cycles: Countercyclical buffers and loan-to-value limits", *IMF Working Paper*, No. 16/87, International Monetary Fund, Washington, D.C.
- Bergh, A. (2011), "The rise, fall and revival of the Swedish welfare State: What are the policy lessons from Sweden?", *Research Institute of Industrial Economics Working Paper*, No. 837, Stockholm.
- Bettio, F. and A. Verashchagina (2009), *Gender Segregation in the Labour Market, Root Causes, Implications and Policy Responses in the EU*, European Commission, Directorate-General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities.
- Björklund, A., J. Roine and D. Waldenström (2012a), "Intergenerational top income mobility in Sweden: Capitalist dynasties in the land of equal opportunity?", *Journal of Public Economics*, Vol. 96, Issues 5–6.
- Björklund, A., M. Jäntti and J. Roemer (2012b), "Equality of opportunity and the distribution of long-run income in Sweden", *Social Science and Welfare*, No. 39:2.
- Böhlmark, A., H. Holmlund and M. Lindahl, "School choice and segregation: evidence from Sweden", *IFAU Working Papers*, No. 2015:8.

- Bussi, M. and J. Pareliussen (2015), "Skills and labour market performance in Sweden", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1233, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5js0cqvnzx9v-en>.
- Calmfors, L. (2015), "The Swedish macroeconomic policy framework", *IFN Working Paper*, No. 1075, Research Institute of Industrial Economics, Stockholm.
- Catalyst (2011), "The bottom line: corporate performance and women's representation on boards (2004-2008)", *Catalyst*, New York.
- Cournède, B., O. Denk, P. Garda and P. Hoeller (2016), "Enhancing economic flexibility: what is in it for workers?", *OECD Economic Policy Papers*, forthcoming, OECD Publishing, Paris.
- Corak, M. (2016), "Inequality from generation to generation: The United States in comparison", *IZA Discussion Paper*, No. 9929, Bonn.
- Curtis, M., C. Schmid and M. Struber (2012), "Gender diversity and corporate performance", Credit Suisse Research Institute, Zurich.
- Domeij, D. and M. Flodén (2010), "Inequality trends in Sweden 1978–2004", *Review of Economic Dynamics*, Vol. 13, Issue 1.
- Duflo, E. (2012), "Women empowerment and economic development", *Journal of Economic Literature*, Vol. 50/4.
- Eliasson, T. and O. Skans (2014), "Negotiated wage increases and the labor market outcomes of low-wage workers: evidence from the Swedish public sector", *IFAU Working Paper*, No. 2014:10, Uppsala.
- Elvander, N. (2002), "The new Swedish regime for collective bargaining and conflict resolution: a comparative perspective", *European Journal of Industrial Relations*, Vol. 8, No. 2.
- Emanuelsson, R. (2015), "Supply of housing in Sweden", *Sveriges Riksbank Economic Review*, 2015:2, Stockholm.
- Eurofound (2014), *Drivers of Recent Job Polarisation and Upgrading in Europe – European Jobs Monitor 2014*, European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, Dublin.
- European Institute for Gender Equality (2015), *Gender Equality Index 2015 - Measuring Gender Equality in the European Union 2005-2012*, Vilnius.
- Eurostat (2016), EU statistics on income and living conditions database, Luxembourg.
- Evertsson, M. and A.-Z. Duvander (2011), "Parental leave – possibility or trap? Does family leave length affect Swedish women's labour market opportunities?", *European Sociological Review*, No. 4.
- Ferrarini, T. and A.-Z. Duvander (2010), "Earner-carer model at the crossroads: reforms and outcomes of Sweden's family policy in comparative perspective", *International Journal of Health Services*, Vol. 40/3.
- Finansinspektionen (2016a), *Stability in the Financial System*, May, Stockholm.
- Finansinspektionen (2016b), "Decision regarding the countercyclical buffer rate", Decision Memorandum FI Ref. 16-4407, Stockholm.
- Finansinspektionen (2016c), "Climate change and financial stability", Ref. 15-13096, Stockholm.
- Finansinspektionen (2016d), "Macroeconomic effects of debt-to-income limits", *FI Analysis*, No. 5, Stockholm.

- Fiscal Policy Council (2013), *Swedish Fiscal Policy 2013 – Fiscal Policy Council Report 2013*, Stockholm.
- Fiscal Policy Council (2014), *Swedish Fiscal Policy 2014 – Fiscal Policy Council Report 2014*, Stockholm.
- Fiscal Policy Council (2016), *Swedish Fiscal Policy – Fiscal Policy Council Report 2016*, Stockholm.
- Forslund, A. *et al.* (2014), “Avtalslöner, löner och sysselsättning” (Wage agreements, wages and employment), *IFAU Report*, No. 2014:8, Uppsala.
- Gonzales, C. *et al.* (2015), “Catalyst for change: empowering women and tackling income inequality”, IMF Staff Discussion Note, SDN/15/20, International Monetary Fund, Washington.
- Goodfriend, M. and M. King (2016), *Review of the Riksbank's Monetary Policy 2010-2015*, Riksdagstryckeriet, Stockholm.
- Goos, M., A. Manning and A. Salomons (2009), “Job polarization in Europe”, *American Economic Review*, No. 99:2.
- Holmberg, U. *et al.* (2015), “An analysis of the fixation period for Swedish mortgages”, *Economic Commentaries*, No. 7, Riksbank, Stockholm.
- Holmlund, H. *et al.* (2016), “Education and equality of opportunity: what have we learned from educational reforms?”, *IFAU Working Paper*, No. 2016:5, Uppsala.
- Huerta, M. *et al.* (2013), “Fathers' leave, fathers' involvement and child development: are they related? Evidence from four OECD countries”, *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 140, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/5k4dlw9w6czq-en>
- Hunt, V., D. Layton and S. Prince (2015), *Diversity Matters*, McKinsey & Company.
- ISF (2014), “Utvecklingen av socialförsäkringsförmåner sedan 1990-talet” (The development of social insurance benefits since the 1990s), *Swedish Social Insurance Inspectorate Report*, 2014:4.
- Johansson, E.-A. (2010), “The effect of own and spousal parental leave on earnings”, *Institute for Labour Market Policy Evaluation (IFAU) Working Papers*, No. 2010:4, IFAU, Uppsala.
- Labour Market Economic Council (2016), *Arbetsmarknadsekonomisk rapport – Dags för större lönespridning?* (Labour Market Economic Report – Time for More Wage Dispersion?), Stockholm.
- Levanon, A., P. England and P. Allison (2009), “Occupational feminization and pay: assessing causal dynamics using 1950-2000 U.S. Census data”, *Social Forces*, Vol. 88/2.
- Lindbeck, A. (1997), “The Swedish experiment”, *Journal of economic Literature*, Vol. 35, No. 3.
- MHSA (2015), *Policy Objectives and a New Government Agency – Effective Governance of Swedish Gender Equality Policy (SOU 2015:86)*, Summary of the Report by the Gender Equality Inquiry, Ministry of Health and Social Affairs, Stockholm.
- Ministry of Employment (2016), *Uppdrag om förenklade och mer effektiva processer för nyanlända* (Mandate of simplified and more efficient processes for new arrivals), Stockholm.
- Ministry of Finance (2015), *Fördelningspolitisk redogörelse* (Distribution Policy Report), Stockholm.
- Ministry of Finance (2016a), *Sweden's Convergence Programme 2016*, Stockholm.
- Ministry of Finance (2016b), *Fördelningspolitisk redogörelse* (Distribution Policy Report), Stockholm.
- Ministry of Finance (2016c), *Guidelines for Economic and Budget Policy*, Stockholm.

- National Board of Housing, Building and Planning (2016), "Reviderad prognos över behovet av nya bostäder till 2025" ("Revised forecast of the need for new housing until 2025"), Boverket, Karlskrona.
- NIER (2015), "Consequences of a balanced budget target for public finances", in *The Swedish Economy*, August 2015, National Institute of Economic Research, Stockholm.
- NIER (2016), *The Swedish Economy*, June 2016, National Institute of Economic Research, Stockholm.
- Noland, M., T. Moran and B. Kotschwar (2016), "Is gender diversity profitable? Evidence from a global survey", *Peterson Institute for International Economics Working Paper Series*, No. 16-3, Washington DC.
- OECD (2010), *OECD Employment Outlook 2010: Moving beyond the Jobs Crisis*, OECD Publishing.
- OECD (2011), *Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising*, OECD Publishing, Paris.
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119536-en>
- OECD (2012a), *OECD Economic Surveys: Sweden 2012*, OECD Publishing.
http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-swe-2012-en
- OECD (2012b), *Closing the Gender Gap: Act Now*, OECD Publishing.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264179370-en>
- OECD (2014), *OECD Environmental Performance Reviews: Sweden*, OECD Publishing.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264213715-en>
- OECD (2015a), *The Future of Productivity*, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264248533-en>
- OECD (2015b), *Economic Survey of Sweden 2015*, OECD Publishing. http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-swe-2015-en
- OECD (2015c), *The ABC of Gender Equality in Education: Aptitude, Behaviour, Confidence*, PISA, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264229945-en>
- OECD (2016a), *OECD Reviews of Innovation Policy: Sweden 2016*, OECD Publishing.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264249998-en>
- OECD (2016b), *Investing in Youth: Sweden*, OECD Publishing, forthcoming.
- OECD (2016c), *Working Together: Skills and Labour Market Integration of Immigrants and their Children in Sweden*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264257382-en>
- OECD (2016d), *The Governance of Land-Use*, GOV/RDPC(2016)21/PART1.
- OECD (2016e), *OECD Employment Outlook 2016*, OECD Publishing, Paris. DOI:
http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2016-en.
- OECD (2016f), "Improving Women's access to leadership: what works?", Conference on improving women's access to leadership, 8 March, OECD, Paris, Background report.
- OECD (2016g), "Parental leave: Where are the fathers?", *Policy Brief*, <https://www.oecd.org/policy-briefs/parental-leave-where-are-the-fathers.pdf>.
- OECD (2017), *Economic Policy Reforms 2017: Going for Growth*, OECD Publishing, forthcoming.
- OECD/IEA/NEA/ITF (2015), *Aligning Policies for a Low-carbon Economy*, OECD Publishing.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264233294-en>

- Piacentini, M. (2013), "Women entrepreneurs in the OECD: key evidence and policy challenges", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 147, OECD Publishing.
<http://dx.doi.org/10.1787/5k43bvtkmb8v-en>
- Riksbank (2016a), *Monetary Policy Report*, October 2016, Stockholm.
- Riksbank (2016b), "The Riksbank's inflation target – target variable and interval", *Riksbank Studies*, September 2016.
- Riksbank (2016c), *Financial Stability Report*, No. 2016:1, Stockholm.
- Robling, P. and J. Pareliussen (2017), "Structural inequality – The case of Sweden", *OECD Economics Department Working Papers*, forthcoming, OECD Publishing.
- Roine, J. and D. Waldenström (2009), "Wealth concentration over the path of development: Sweden, 1873–2006", *Scandinavian Journal of Economics*, No. 111:1.
- Roine, J. and D. Waldenström (2012), "On the role of capital gains in Swedish income inequality", *Review of Income and Wealth*, 58(3).
- Roine, J. and D. Waldenström (2015), "Long-Run Trends in the Distribution of Income and Wealth", Chapter in Atkinson, A.B. and F. Bourguignon (eds.), *Handbook of Income Distribution*, vol. 2A, North-Holland, Amsterdam.
- Salvi del Pero, A. and A. Bychkova (2013), "A bird's eye view of gender differences in education in OECD countries", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 149, OECD Publishing.
<http://dx.doi.org/10.1787/5k40k706tmtb-en>
- SNAE (2016), *PISA 2015, 15-åringars kunskaper i naturvetenskap, läsförståelse och matematik* (PISA 2015, 15-year-olds knowledge of science, reading and mathematics), Report No. 450, Swedish National Agency for Education.
- Social Insurance Agency (2016), *En väg in – rapport från pilotprojektet Mötesplatser och information* (A way In – Report from the Pilot Project Meeting Points and Information), Stockholm.
- Statistics Sweden (2016), "Migration results in a younger population", *Välfärd*, No. 1/2016, Stockholm.
- Svensson, L. (2013), "Leaning against the leaners", *Central Banking* 24-2.
- Swedish Agency for Economic and Regional Growth (2015a), *8 Years of Promoting Women's Entrepreneurship in Sweden*, Tillväxtverket, Stockholm.
- Swedish Agency for Economic and Regional Growth (2015b), *Open Up, A National Strategy for Business Promotion on Equal Terms 2015-2020*, Tillväxtverket, Stockholm.
- Swedish Government (2016a), *Guidelines for economic and budget policy*, Spring Fiscal Policy Bill, Stockholm.
- Swedish Government (2016b), *Begränsningar i föräldrapenningen för föräldrar som kommer till Sverige med barn*, SOU 2016:73, Stockholm.
- Swedish National Mediation Office (Medlingsinstitutet) (2016), *Löneskillnaden mellan kvinnor och män 2015, Vad säger den officiella lönestatistiken?* (The pay gap between women and men in 2015, what do the official wage statistics say?), Medlingsinstitutet, Stockholm.
- Thévenon, O. and A. Salvi Del Pero (2015), "Gender equality (f)or economic growth? Effects of reducing the gender gap in education on economic growth in OECD countries", *Annals of Economics and Statistics*, No. 117/118.

- Thévenon, O. and A. Solaz (2013), “Labour market effects of parental leave policies in OECD countries”, *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 141, OECD Publishing.<http://dx.doi.org/10.1787/5k8xb6hw1wjf-en>
- United Nations Development Programme (2015), *Human Development Report 2015, Work for Human Development*, UNDP, New York.
- Wahlberg, R. (2008), “Part-time penalty in Sweden: evidence from quantile regression”, *University of Gothenburg Working Papers in Economics*, No. 315.
- Waldenström, D. (2012), “Regeringen och ojämlikheten: en granskning av budgetens fördelningspolitiska redogörelser 1992–2011”, (The Government and Inequalities: A Study of Distribution Policy Aspects of the Budget), *Studies in Fiscal Policy*, No. 2012:6, Fiscal Policy Council.
- World Economic Forum (2016), *The Global Gender Gap Report 2016*, Geneva.

ANNEXE

Progrès des réformes structurelles

Cette annexe recense les principales recommandations formulées dans les précédentes Études économiques et dans les Examens des performances environnementales, ainsi que les mesures prises depuis l'Étude économique de la Suède publiée en mars 2015.

Recommandations des précédentes <i>Études économiques</i>	Mesures prises
Réglementation des entreprises, infrastructures et innovation	
Simplifier les procédures réglementaires, notamment la délivrance d'autorisations et de permis.	Les créations d'entreprises ont été simplifiées puisque le registre des sociétés est désormais tenu d'immatriculer une nouvelle entreprise dans un délai de cinq jours.
Simplifier les procédures d'urbanisme et la réglementation sur l'occupation des sols et inciter davantage les communes à libérer des terrains.	En juin 2016, le gouvernement a présenté 22 mesures en faveur du logement, y compris plusieurs textes législatifs, visant à une plus grande efficacité des procédures d'urbanisme. Des aides calculées en fonction du nombre de permis de construction de logements seront mises en place et versées à la fin de 2016.
Investir pour améliorer la qualité du réseau routier et des voies ferrées en veillant tout particulièrement au rendement social des investissements.	Le gouvernement a massivement investi dans la maintenance du réseau ferroviaire et dans les transports publics en zones rurales.
Élargir encore le soutien à l'innovation et renforcer la coordination des politiques d'innovation et de recherche. Faciliter les financements en encourageant la création d'instruments de dette et de fonds propres, et de plates-formes dédiées au financement des entreprises.	L'action des pouvoirs publics en matière d'innovation et de recherche se renforce progressivement, mais des améliorations doivent encore être apportées en termes de gouvernance, de direction et de vision stratégique.
Éducation et compétences	
Rendre la profession d'enseignant plus attractive en augmentant les incitations financières, clarifier les évolutions de carrière et améliorer la formation des enseignants.	Des crédits ont été mis en réserve pour distribuer des augmentations de salaire appréciables à quelque 60 000 enseignants à compter de juillet 2016. En outre, une réforme concernant l'évolution de carrière de quelque 17 000 enseignants parmi les plus anciens va être pleinement mise en œuvre.
Renforcer le soutien apporté aux élèves en difficulté, y compris aux élèves immigrés, au moyen d'interventions précoces et d'un ciblage des ressources en fonction du milieu socioéconomique.	Des mesures sont en cours d'adoption pour permettre aux enseignants de consacrer une plus grande part de leurs heures de travail à l'enseignement. Des crédits spéciaux ont été affectés aux établissements où les résultats scolaires sont plus faibles.
Renforcer les aides et incitations à l'apprentissage du suédois destinées aux migrants.	Le programme d'enseignement du suédois à l'intention des migrants (SFI), a été réformé et des mesures sont prises pour permettre aux demandeurs d'asile de commencer plus tôt leur apprentissage de cette langue.
Envisager de regrouper au sein d'un conseil des politiques d'éducation les institutions actuellement chargées de formuler des avis sur les politiques éducatives et de les superviser.	Aucune mesure n'a été prise.
Politiques du marché du travail et politiques sociales pour une meilleure intégration dans la société	
Réduire l'écart entre travailleurs permanents et travailleurs temporaires dans la législation sur la protection de l'emploi et assouplir la réglementation relative aux salaires d'embauche.	Un amendement à la législation sur la protection de l'emploi, entré en vigueur en mai 2016, renforce la protection des salariés en contrat à durée déterminée en limitant le nombre de contrats de ce type susceptibles d'être enchaînés. Les pouvoirs publics privilégient un abaissement des coûts de main-d'œuvre des salariés peu qualifiés en les subventionnant. Le système de subventions va être simplifié pour en accroître le nombre de bénéficiaires.
Envisager d'étendre la couverture de l'assurance-chômage en assouplissant les conditions d'affiliation en termes de durée de travail effectué, et de passer à un système de cotisation obligatoire à l'assurance-chômage.	Aucune mesure n'a été prise concernant la couverture, mais le gouvernement étudie la question. L'assurance de base, qui couvre les chômeurs non affiliés à une caisse d'assurance-chômage ou ne remplissant pas les conditions requises pour toucher des prestations calculées en fonction de leur revenu, peut être considérée comme un régime obligatoire. Le plafond et le niveau minimum de rémunération de l'assurance-chômage ont été relevés.
Recommandations des précédentes <i>Études économiques</i>	Mesures prises
Politiques visant à améliorer l'efficacité de l'imposition du capital et du marché du logement	

<p>S'efforcer de parvenir à une plus grande neutralité fiscale entre les différentes catégories d'actifs. En particulier, la meilleure solution pour imposer les logements occupés par leurs propriétaires comme les autres actifs serait d'appliquer une taxe sur les loyers imputés. Une taxe foncière calculée à partir de la valeur du marché pourrait aussi se substituer à une imposition des loyers imputés. Une autre solution consisterait à supprimer la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts immobiliers.</p> <p>Lever progressivement les restrictions pesant sur les locations d'appartements, notamment sur les acquisitions immobilières dans un but locatif. Continuer à supprimer progressivement l'encadrement des loyers de façon à mieux les aligner sur les valeurs du marché.</p>	<p>Aucune mesure n'a été prise.</p> <p>Aucune mesure n'a été prise.</p>
--	---

Politiques de lutte contre le changement climatique

<p>Continuer à supprimer progressivement les exonérations de taxe carbone. Préciser le rôle ainsi que les coûts et avantages attendus de la stratégie prioritaire à long terme qui vise à disposer, d'ici 2030, d'un parc de véhicules totalement affranchis des carburants fossiles.</p>	<p>Le changement climatique est la première priorité environnementale du gouvernement. De nombreuses exonérations de taxes énergétiques ou de taxe carbone ont été réduites ou supprimées. Le dernier grand poste de dépense fiscale concerne le traitement fiscal privilégié appliqué au gazole utilisé dans les transports. Une analyse coûts-avantages manque toujours.</p>
---	--

Recommandations de l'Examen des performances environnementales de 2014

Lutte contre le changement climatique

<p>Élaborer un plan d'action stratégique, comportant des objectifs chiffrés intermédiaires au plan national, pour atteindre les objectifs de la politique climatique à l'horizon 2030, puis 2050 ; mettre en place des mécanismes institutionnels pour mieux coordonner la conception et la mise en œuvre des politiques relatives au climat entre les différentes administrations concernées.</p>	<p>La Suède a mis en place une commission parlementaire sur l'environnement, regroupant des élus de tous bords, qui a approuvé l'objectif consistant à ramener à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre à l'horizon 2045, ainsi que des objectifs intermédiaires, en l'espèce réduire à l'horizon 2030 les émissions globales de 63 % et celles du secteur des transports de 70 %, par rapport à leurs niveaux de 1990. Le comité des objectifs environnementaux, constitué des responsables des administrations concernées, a été mis en place pour renforcer la coordination interadministrative.</p>
<p>Procéder à une évaluation systématique de la panoplie des mesures incitatives en vigueur dans le secteur des transports, notamment les taxes sur les carburants et les véhicules, le traitement fiscal des biocarburants, ainsi que la taxation des véhicules de société et de l'allocation au titre des trajets domicile-travail ; réformer le traitement fiscal des véhicules de société ; relever le taux d'imposition applicable au gazole en vue de parvenir à la parité avec l'essence.</p>	<p>Les taxes sur l'énergie et la taxe carbone prélevées sur l'essence et le gazole seront revalorisées en fonction de la croissance du PIB à partir de 2017. Le gouvernement envisage d'améliorer les incitations fiscales à l'acquisition de véhicules propres d'ici la mi-2018, et examine par ailleurs l'instauration d'une taxe routière sur les poids lourds et la taxation des voyages aériens.</p>

Produits chimiques et pollution atmosphérique

<p>Envisager de recourir davantage aux taxes environnementales dans des domaines autres que celui de la consommation d'énergie. Supprimer le mécanisme de remboursement de la taxe sur les oxydes d'azote. Veiller à ce que tous les taux soient systématiquement modulés pour préserver l'effet incitatif de la fiscalité et sa capacité à générer des recettes.</p>	<p>Certaines catégories de biens de consommation et d'appareils renfermant des produits chimiques dangereux seront taxées, et un taux réduit de TVA sera applicable à la réparation des appareils à partir de 2017.</p>
---	---

Eau

<p>Améliorer la transparence de la politique de tarification de l'eau pour différents secteurs. Prendre en compte les coûts afférents à la protection de l'environnement et aux ressources dans le calcul d'amortissement des coûts et encourager une prestation optimisée du service de l'eau via la coopération intercommunale et la participation du secteur privé.</p>	<p>Aucune mesure n'a été prise.</p>
--	-------------------------------------

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

SUÈDE 2017 (VERSION ABRÉGÉE)

La Suède a traversé la crise financière et économique mondiale sans grand dommage grâce à la solidité de ses fondamentaux macroéconomiques, budgétaires et financiers ainsi qu'à un secteur des entreprises compétitif et diversifié. Ces dernières années, la croissance a été plus rapide que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. La hausse de la population a sensiblement contribué à cette croissance, qui a elle-même permis au PIB par habitant d'augmenter plus vite que dans la plupart des pays de l'OCDE. Les résultats de la Suède à l'exportation sont réguliers depuis la récession mondiale de 2008 et la balance courante reste largement excédentaire. Dans un environnement général peu porteur, l'expansion a surtout été tirée par la consommation et l'investissement. Bien que la construction résidentielle contribue fortement à l'essor des investissements, celui des entreprises s'est aussi accéléré. C'est l'un des facteurs du redressement de la productivité du travail qui progresse maintenant à un rythme soutenu. On s'attend à ce que la croissance reste solide au cours des prochaines années, malgré un certain ralentissement car l'économie est maintenant proche du plein emploi des capacités productives.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/8603c910-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2017/3
Février 2017



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2017
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-95078-8



9 789264 950788